

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Les tâches du Conseil National (A. Klein). — Les bases du Léninisme (Staline). — Une solution du problème des Réparations ? (E. Varga). — Le Communisme en Pologne (Valetsky). — Quelques mots du camarade Valetsky (Albert Treint). — L'Art et la Révolution (A.-V. Lounatcharsky). — La victoire électorale des communistes allemands (G. Zinoviev). — Le Parti communiste et le mouvement syndical en Allemagne. — La

question allemande devant le Parti français (Le Bureau Politique du Parti). — La Russie des Soviets. — De l'activité du Parti communiste britannique (C. David). — Un dimanche chez la fille de Karl Marx (Edmond Peluso). — L'opinion des militants : Avant le Conseil National (Michel Marty). — La morale des élections (Roger Rieu).

LES TACHES DU CONSEIL NATIONAL

La tâche politique du Conseil National

Les élections ont montré que l'échec de la politique de la Ruhr, la crise financière, l'aggravation de la situation des masses avaient discrédité le Bloc National aux yeux de ces dernières et posé la question de la paix véritable et des réformes. Le Bloc de Gauche de la bourgeoisie française, hier l'allié du Bloc National et le complice de tous ses crimes, va maintenant, en union avec la Pologne, la Tchéco-Slovaquie et la Roumanie, poursuivre sa tactique réactionnaire impérialiste à l'égard de la Russie et de l'Allemagne. Posant la question de l'amnistie, parlant vaguement de négociations avec la Russie, le Bloc des Gauches exploitera les socialistes pour la consolidation des positions ébranlées de la bourgeoisie ; il s'efforcera de renforcer les illusions dans la petite bourgeoisie et la classe ouvrière pour pouvoir, dès qu'il se sera quelque peu affermi, continuer l'œuvre du Bloc National avec l'appui de ses « éléments de gauche ». Les propositions des experts qui comportent en somme l'asservissement de l'Allemagne, représentent une campagne pour la journée ouvrière de dix heures des deux côtés du Rhin et créent le danger de nouvelles guerres, restent la base générale de Poincaré, Painlevé et Blum. La politique fiscale dirigée contre le prolétariat, le renforcement de la domination du capital, subsistent intégralement.

Les 900.000 voix obtenues aux élections par le

Bloc Ouvrier et Paysan montrent mieux que tout qu'une évolution sérieuse s'effectue dans les masses. Ces dernières commencent à perdre confiance dans la politique des deux blocs, qui reflètent la concurrence entre les intérêts de la ploutocratie financière, de l'industrie de guerre du Comité des Forges d'une part et l'industrie de transformation et la bourgeoisie moyenne de l'autre. Mais ces deux blocs sont unis en fin de compte contre le prolétariat et chercheront à étouffer la lutte de classe grandissante.

Le Bloc des Gauches, le ministérialisme des socialistes, la continuation de l'ancienne politique, les accords avec le Bloc National mettront bientôt les masses devant cette alternative : pour le Bloc de la bourgeoisie ou pour le Bloc Ouvrier et Paysan. Par suite, le Parti français se trouvera placé devant de nouvelles tâches historiques. Si l'occupation de la Ruhr a fait du P. C. F. un parti de masse lié par la propagande révolutionnaire aux ouvriers et aux paysans, les élections lui imposent maintenant l'obligation d'aider de toutes ses forces à l'organisation du Bloc des Ouvriers et Paysans, de devenir une organisation révolutionnaire de masses luttant pour les intérêts journaliers de tous les exploités et opprimés et dirigeant la lutte de ces derniers pour l'instauration de la dictature du prolétariat. Seule, une telle organisation révolutionnaire des masses dirigées par un parti communiste résolu, trempé dans la lutte, peut engager la bataille décisive contre la bourgeoisie. Le Bloc National n'est pas terrassé, et ce n'est pas par la

voie parlementaire qu'on pourra l'abattre. Au Parlement, il gouvernera par l'intermédiaire du Bloc des Gauches, comme auparavant il gouvernait avec son concours. Dans le pays, il poursuivra, par l'intermédiaire du Comité des Forges, la campagne contre le prolétariat ; avec l'aide des organisations fascistes armées ou non, il continuera de terroriser et de désagréger le prolétariat.

Les socialistes français, comme leurs frères d'Autriche, d'Allemagne, de Tchéco-Slovaquie et de Hongrie, soutiendront la forte bourgeoisie, contre le prolétariat. Organiser la résistance : telle est la tâche fondamentale du Bloc Ouvrier et Paysan dirigé par le Parti Communiste, qui, à chaque étape de cette lutte, devra déployer le maximum d'énergie révolutionnaire et éclairer la voie par la perspective du but à atteindre : la dictature du prolétariat.

Le Conseil National, en union avec l'Internationale, fera toutes les déductions que comporte la doctrine révolutionnaire du léninisme et les appliquera aux conditions françaises. Trempé dans la lutte contre les survivances social-démocrates et les déviations réformistes, enrichi de l'expérience des dernières années, le Parti doit se réorganiser sur la base des cellules d'usines. De parti parlementaire, passif dans sa majorité, il doit se transformer en un Parti actif, travailleur, basé sur les fabriques et les usines.

En union étroite et en collaboration avec la C.G.T.U., le Parti doit entreprendre l'organisation des larges masses rurales en créant des commissions de paysans pauvres, en mettant en lumière les questions et les intérêts de la paysannerie du haut de la tribune parlementaire et dans la presse. Il doit, avec l'appui actif des commissions paysannes elles-mêmes, rallier la masse paysanne à la fraction parlementaire, à la presse, à la C.G.T.U. et aider à la préparation d'un Congrès paysan.

Le Parti ne doit pas accorder moins d'attention aux peuples opprimés des colonies. Le Parlement français, où se trafiquent les intérêts des masses laborieuses, doit, pour la première fois, voir combien grande est la solidarité de tous les mouvements révolutionnaires et leur aptitude à se grouper sous la direction du Parti communiste. Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, jusques et y compris la séparation d'avec la métropole, doit être hautement et ouvertement proclamé. Relier par des commissions spéciales tout ce qu'il y a de révolutionnaire dans les colonies à la presse communiste et à la fraction parlementaire, préparer ainsi le Congrès des peuples opprimés, c'est là une des tâches les plus importantes pour la formation du Bloc ouvrier et paysan.

D'ores et déjà, les ouvriers industriels, les paysans, les femmes, les peuples opprimés, doivent demander catégoriquement au Bloc des Gauches s'il continuera la politique du Bloc national dans le domaine international, national, fiscal et colonial. Le Parti communiste doit incessamment dire aux masses la vérité ouverte sur le bloc de gauche de l'impérialisme français. Le P.C.F. grandit et se fortifie ; le Conseil National et le V^e Congrès seront des jalons importants dans la voie de son développement et de la solution de ses nouvelles tâches politiques fondamentales.

Le bilan de la discussion

Des camarades pessimistes ont parlé d'une crise dans le Parti français. En quoi consiste cette crise ? En ce que le P.C.F., en 1923, dans une

situation difficile, après la défaite du Parti et du prolétariat allemands, a surmonté assez facilement les hésitations, et les déviations de droite d'une série de ses dirigeants ? Ce qu'il faut voir dans ce fait, ce n'est pas une crise, mais la preuve de la force intérieure et de la maturité du P.C.F. Les déviations de la ligne révolutionnaire du Parti et de l'Internationale ont eu incontestablement pour cause une déception provoquée par la défaite en Allemagne, les embarras économiques de la Russie, la discussion aiguë dans les rangs du P.C.R., l'avènement d'un gouvernement ouvrier en Angleterre. Or, ces difficultés exigeaient précisément un redoublement de fermeté de la part des camarades dirigeants. Deux Internationales sont maintenant en compétition ouverte : l'Internationale Communiste avec son gouvernement de la dictature du prolétariat, l'Internationale Socialiste avec son gouvernement anglais, qui n'est en somme qu'une coalition anonyme avec la bourgeoisie. C'est précisément au moment où l'I. C. éprouvait un échec en Allemagne, où Lénine était malade, où les divergences de vues apparaissaient dans son principal parti, que se sont manifestées des déviations, des hésitations inadmissibles pour un Parti communiste. Toute section, tout ouvrier ne devait-il pas avoir une réponse claire à la question : Pourquoi notre parti en Allemagne a-t-il reculé sans combattre ? Après être entré dans les gouvernements de Saxe et de Thuringe, s'engageant par là même devant le prolétariat et provoquant la bourgeoisie à la bataille, le Parti s'est refusé à la lutte et a déclaré finalement que « le fascisme avait vaincu la république de novembre ».

Tout cela était profondément erroné et dangereux ; tout cela portait un coup au Parti et l'on se demandait avec angoisse si le P. C. A. reconnaîtrait ses fautes, en tirerait toutes les déductions qu'elles comportent et s'assainirait ou s'il serait brisé et s'effondrerait. La droite du P. C. A. s'est refusée à reconnaître ses fautes. Le Congrès de Francfort l'a condamnée à l'unanimité et a donné un vigoureux coup de barre à gauche. Mais il a réagi également contre la dépression profonde provoquée dans une partie du prolétariat allemand par l'amertume de la défaite et la difficulté de sa situation matérielle. Il a critiqué la tendance à la scission des syndicats, tendance masquée d'une phraséologie révolutionnaire, le pessimisme, la disparition de la foi en la révolution, la passivité.

À la veille du V^e Congrès, le Parti allemand, qui a réuni quatre millions de voix aux élections, qui déploie une activité incessante dans les grèves, qui organise la résistance au fascisme, est, malgré les persécutions, plus fort et plus près des masses qu'il ne l'avait encore jamais été. L'Internationale Communiste, durant cette dernière année, a acquis des millions de partisans dans tous les pays d'Europe et d'Amérique. Elle est aussi forte que la II^e Internationale à la veille de la guerre. Et, en définitive, les divergences de vues qui se sont manifestées dans la majorité des partis en 1923 loin d'affaiblir ces derniers et de diminuer leur influence, les ont améliorés, trempés et posé la question de la bolchevisation des partis européens, c'est-à-dire la question de la lutte contre les survivances social-démocrates dans nos rangs, de l'organisation de la révolution, du rôle des partis communistes résolus, animés de l'initiative révolutionnaire, ne tempérant sous aucun prétexte leurs critiques contre les chefs réformistes dans leur lutte pour la conquête de la majorité des masses prolétariennes. La discussion de 1923 a été une école sérieuse pour le P. C. F., qui a, une

fois encore, réfléchi à fond sur toutes les questions tactiques et s'est senti beaucoup plus fort.

La discussion dans le Parti russe est terminée. Quoique privée de l'appui de Lénine, la vieille garde bolcheviste, par sa souplesse et son esprit de décision, a su triompher des difficultés économiques de l'année dernière. La confiance des masses envers elle s'est encore accrue. Les 250.000 ouvriers envoyés dans le parti par les fabriques et les usines, l'enthousiasme des masses ouvrières, leur pèlerinage au tombeau de leur chef et maître, ont relié plus étroitement le parti aux masses. L'effectif prolétarien du P. C. R. s'est renforcé ; son activité et sa démocratisation sont basées non pas sur les étudiants mécontents ou les éléments petits-bourgeois venus à lui après la Révolution d'Octobre, mais sur la masse des ouvriers industriels. Aujourd'hui, on doit reconnaître que les appréhensions de l'opposition russe étaient injustifiées, que les difficultés dans lesquelles se débattait la Russie n'étaient pas si graves qu'on le croyait et qu'on a réussi à les surmonter en grande partie par le resserrement des « ciseaux », la stabilisation de la monnaie et le renforcement de la liaison avec la paysannerie. Le Parti français doit se souvenir de cette leçon et ainsi, il apprendra à rester ferme et tranquille devant les difficultés du développement du mouvement communiste et de la lutte révolutionnaire.

La déviation de droite dans laquelle sont tombés certains camarades dirigeants sur les questions allemande, russe et anglaise a été condamnée par toutes les fédérations. C'est là le gage de la continuation du développement révolutionnaire du Parti français.

La consolidation du Parti français

Pourtant, tous les camarades n'ont pas encore compris que, seul, ce travail idéologique accompli ces derniers temps par le Parti, l'a préservé d'une crise pénible. Les difficultés de 1923, une certaine déception consécutive à la défaite d'octobre en Allemagne compliquaient, en effet, les rapports encore peu sûrs, peu stables, entre le Parti et les syndicats, le C. D. et la Fédération de la Seine, les Jeunesses et cette même Fédération. Ces tractions montraient que les grandes organisations de classe du prolétariat étaient mécontentes de la ligne politique du C. D. et des camarades dirigeants par trop détachés des masses. Ces difficultés sont maintenant surmontées. La tactique et la politique nettes du Parti ne peuvent que contribuer à la cohésion et à la consolidation de ce devoir. Le groupe qui commet une déviation de droite dans les questions fondamentales et qui rejette les thèses du C. D. et du C. E. de l'U. C. a perdu l'appui de toutes les fédérations et cherche maintenant de nouvelles positions ; il crie aujourd'hui au danger de gauche en Allemagne et même au gauchisme en France. La lutte contre la déviation d'extrême gauche en Allemagne se poursuit avec autant de succès que la lutte contre les déviations de droite en France.

Le Parti allemand surmonte ses difficultés sans trop de peine. Certes, il a encore beaucoup à faire. Mais les déviations de gauche en Allemagne ne constituent pas le danger essentiel ; elles représentent une réaction contre l'ancienne politique erronée du Parti, une réaction contre la reddition sans coup férir de toutes les positions du Parti en 1923. Les batailles de 1923 ont montré précisément combien nombreuses sont encore dans nos rangs les survivances et les traditions social-démocrates. Le léninisme exige que nous surmon-

tions tout d'abord ce danger, et c'est là la tâche fondamentale du Conseil National et du V^e Congrès.

En France, il n'y a pas d'extrême-gauche, il n'y a pas de propositions dangereuses demandant le rejet de la tactique du front unique adoptée par l'Internationale et le Parti ; il n'y a pas de propositions de scission des syndicats. Il y a peut-être certaines exagérations, des pensées erronées, des formules répugnant à telle ou telle fédération. Ce sont là des fautes qu'il faut corriger, éviter, mais il ne faut pas que les arbres empêchent de voir la forêt. L'essence de la question consiste à voir ou est la ligne juste et non où sont les exagérations et les erreurs de détail. Si certains camarades estiment que Treint dans l'ardeur de sa polémique contre Trotsky a exagéré dans son article *Contre la Droite Internationale*, cela ne leur donne pas le droit d'obscurcir la question et d'oublier que Treint, un des premiers a remarqué le danger de droite, qu'il est sur la plate-forme des thèses et que Rosmer et Monatte, malgré tous leurs services passés, n'ont pas encore compris le sens de ces thèses non plus que leur importance pour le travail futur du Parti français. Le Conseil National cimentera fortement le bloc de ceux qui adoptent la ligne générale du Parti ; il exigera que tous se soumettent à la discipline et donnera particulièrement un avertissement à Souvarine ; il n'empêchera aucun membre du Parti d'accomplir le travail auquel il a droit par ses services et ses capacités. Il se déroulera sous le signe de la consolidation du Parti français.

Le P.C.F. peut être satisfait de son action de l'année dernière. Mais il a encore devant lui de nouvelles tâches considérables. Le Parti doit progressivement s'élever à la hauteur de ces tâches. Le Conseil National l'y aidera.

A. KLEIN.

Lénine et le Parlementarisme

Le parlementarisme vénal et pourri de la société bourgeoise, la Commune le remplace par des institutions dans lesquelles la liberté de discussion et d'examen ne dégénère pas en duperie ; les mandataires eux-mêmes doivent travailler, eux-mêmes faire exécuter leurs lois, eux-mêmes vérifier les résultats obtenus, eux-mêmes en répondre directement devant leurs électeurs. Les institutions représentatives sont maintenues, mais *il n'y a plus* de parlementarisme comme système spécial, comme division du travail législatif et exécutif, comme situation privilégiée pour les députés. Nous ne pouvons nous figurer une démocratie même une démocratie prolétarienne, sans institutions représentatives, mais nous pouvons et nous devons la réaliser sans parlementarisme, si du moins la critique de la société bourgeoise n'est pas pour nous un vain mot, et si notre effort pour renverser la domination de la bourgeoisie est un effort sérieux et sincère, et non pas une phrase « électorale » destinée simplement à escroquer les voix des ouvriers, comme chez les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, comme chez les Scheidemann et les Legien, les Sembat et les Vandervelde.

LÉNINE : « *L'Etat et la Révolution* », pages 62-63. (Editions de l'Humanité.)

LES BASES DU LENINISME

Les bases du léninisme: le sujet est vaste. Pour le traiter à fond, il faudrait tout un ouvrage, plusieurs même. Aussi, ma conférence ne saurait-elle y suffire. Elle ne sera dans le meilleur des cas qu'un exposé succinct des bases du léninisme. Peut-être néanmoins aura-t-elle son utilité.

Exposer les bases du léninisme, ce n'est pas encore exposer les bases de la philosophie de Lénine. Lénine est marxiste et le marxisme, certes, est à la base de sa philosophie. Mais il ne s'ensuit pas que l'exposition du léninisme doive être commencée par l'exposition des bases du marxisme. Exposer le léninisme, c'est exposer ce qu'il y a de spécial dans les travaux de Lénine, ce que Lénine a apporté de nouveau au marxisme, ce qui est lié spécialement à son nom. C'est dans ce sens seulement que je parlerai ici des bases du léninisme.

Qu'est-ce que le léninisme?

D'après les uns, c'est l'application du marxisme aux conditions spéciales de la Russie. Cette définition renferme une part de vérité, mais une part seulement. Lénine a, en effet, appliqué, et supérieurement appliqué, le marxisme à la situation russe. Mais si le léninisme n'était que l'application du marxisme à la situation spéciale de la Russie, il aurait un caractère purement national, uniquement russe. Or, le léninisme n'est pas seulement un phénomène russe, mais un phénomène international. Voilà pourquoi cette définition est trop étroite.

D'autres déclarent que le léninisme est la résurrection des éléments révolutionnaires du marxisme de 1850 qui, soi-disant, dans les années suivantes, est devenu modéré, a perdu de son caractère révolutionnaire. Abstraction faite de cette division stupide de la doctrine de Marx en deux parties: la partie révolutionnaire et la partie modérée, il faut reconnaître que cette définition, malgré toute son insuffisance, renferme une part de vérité. Cette part de vérité, c'est que Lénine a, en effet, ressuscité le contenu révolutionnaire du marxisme, étouffé par les opportunistes de la II^e Internationale. Mais ce n'est là qu'une parcelle de la vérité. La vérité intégrale, c'est que le léninisme non seulement a ressuscité le marxisme, mais a fait encore un pas en avant en le développant dans les nouvelles conditions du capitalisme et de la lutte de classe du prolétariat.

Qu'est-ce, en fin de compte, que le léninisme?

Le léninisme, c'est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, ou plus exactement, c'est la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne en général, la théorie et la tactique de la dictature du prolétariat en particulier. Marx et Engels vivaient à une époque pré-révolutionnaire où l'impérialisme était encore à l'état embryonnaire, où les prolétaires ne faisaient encore que se préparer à la révolution, où la révolution prolétarienne n'était pas encore une nécessité directe, pratique. Lénine, disciple de Marx et d'Engels, a vécu une époque d'épanouissement de l'impérialisme, de développement de la révolution prolétarienne, à une époque où cette révolution triomphante dans un pays, y détruisait la démocratie bourgeoise et ouvrait l'ère de la démocratie prolétarienne, l'ère des Soviets.

Voilà pourquoi le léninisme est le développement du marxisme.

On souligne ordinairement, et avec raison, le caractère exceptionnellement combatif et révolutionnaire du léninisme. Mais cette particularité du léninisme s'explique par deux raisons: tout d'abord

parce que le léninisme est sorti de la révolution prolétarienne dont il ne pouvait pas ne pas garder l'empreinte; ensuite, parce qu'il a grandi et s'est fortifié dans la lutte contre l'opportunisme de la II^e Internationale, lutte qui était et reste la condition nécessaire du succès de la lutte contre le capitalisme. Il ne faut pas oublier qu'entre Marx et Engels d'une part, et Lénine de l'autre, s'étend toute une période de domination illimitée de l'opportunisme de la II^e Internationale. Cet opportunisme, il fallait le combattre, et c'était là une des tâches les plus importantes du léninisme.

Le léninisme a grandi et s'est constitué dans les conditions de l'impérialisme, alors que les contradictions du capitalisme avaient atteint leur plus haut point d'acuité, que la révolution prolétarienne était devenue une question pratique immédiate, que la période de préparation de la classe ouvrière à la révolution était terminée et faisait place à la période de l'assaut direct contre le capitalisme.

Lénine a appelé l'impérialisme le « capitalisme mourant ». Pourquoi? Parce que l'impérialisme porte les contradictions du capitalisme jusqu'à leurs limites extrêmes, après lesquelles commence la révolution. Parmi ces contradictions, il en est trois particulièrement importantes.

La première, c'est la contradiction entre le travail et le capital. L'impérialisme, c'est l'omnipotence des trusts et syndicats monopolisateurs, des banques et de l'oligarchie financière dans les pays industriels. Pour lutter contre cette omnipotence, les méthodes habituelles de la classe ouvrière: syndicats et coopératives, partis et lutte parlementaire, étaient tout à fait insuffisantes. Se mettre à la merci du capital, végéter et dégénérer de plus en plus ou bien adopter une nouvelle arme et engager la lutte directe: telle est l'alternative que l'impérialisme pose à l'innombrable armée du prolétariat. L'impérialisme amène ainsi la classe ouvrière à la révolution.

La deuxième contradiction est l'antagonisme des différents groupes financiers et puissances impérialistes dans leur lutte pour les sources de matières premières, pour les territoires étrangers. L'impérialisme, c'est l'exportation du capital vers les sources de matières premières, la lutte acharnée pour la possession exclusive de ces sources, pour un nouveau partage du monde, lutte des nouveaux groupes financiers et puissances voulant leur place au soleil contre les anciens qui ne veulent pas lâcher leur proie. Cette lutte entre capitalistes renferme inévitablement l'élément de guerres impérialistes, de guerres pour l'annexion de territoires étrangers. Or, cet état de choses lui-même entraîne l'affaiblissement des impérialistes les uns par les autres, l'affaiblissement de la position du capitalisme en général, accélère la révolution prolétarienne et impose pratiquement cette révolution.

La troisième contradiction, c'est la contradiction entre quelques nations « civilisées » puissantes et les autres petites nations indépendantes et les peuples coloniaux. L'impérialisme, c'est l'exploitation la plus éhontée et en même temps l'oppression la plus inhumaine de centaines de millions d'hommes des colonies et des pays dépendants. Tirer les profits les plus considérables de ces pays: tel est le but de cette exploitation et de cette oppression. Mais pour exploiter ces pays, l'impérialisme est obligé de construire des chemins de fer, des fabriques et des usines, de créer des centres commer-

ciaux et industriels. Apparition d'une classe de prolétaires, formation d'une classe d'intellectuels indigènes, éveil de la conscience nationale, renforcement du mouvement libérateur: tels sont les résultats inévitables de cette « politique », résultats attestés par le renforcement du mouvement révolutionnaire dans les colonies et les pays indépendants. Or, ce mouvement a une très grande importance pour le prolétariat, car il sape la position du capitalisme en transformant les colonies et les pays indépendants, réserve de l'impérialisme, en réserve de la révolution prolétarienne.

Telles sont les principales contradictions de l'impérialisme qui ont amené la décrépitude de l'ancien capitalisme « florissant ». La dernière grande guerre impérialiste a groupé toutes ces contradictions en un faisceau unique et les a jetées dans le plateau de la balance, accélérant et facilitant ainsi les batailles révolutionnaires du prolétariat.

En d'autres termes, l'impérialisme a fait de la révolution une nécessité pratique; en outre il a créé des conditions favorables pour l'assaut des citadelles du capitalisme.

Telle est la situation internationale qui a engendré le léninisme.

Tout cela est parfait, dira-t-on, mais que vient faire ici la Russie qui n'était pas et ne pouvait pas être le pays classique de l'impérialisme? Que vient faire ici Lénine, qui a travaillé avant tout en Russie et pour la Russie? Pourquoi est-ce la Russie qui a été le foyer du léninisme, la terre où ont surgi la théorie et la pratique de la révolution prolétarienne?

Parce que la Russie était en quelque sorte le nœud de toutes ces contradictions de l'impérialisme.

Parce que la Russie était, plus que tout autre pays, grosse de la révolution et que, seule, elle était en état de résoudre ces contradictions par la voie révolutionnaire.

En effet, la Russie tsariste était le foyer de l'oppression sous toutes ses formes: capitaliste, coloniale et militaire, de l'oppression sous sa forme la plus barbare. L'omnipotence du capital s'y alliait au despotisme du tsarisme, l'agressivité du nationalisme à l'oppression féroce des peuples non-russes, l'exploitation économique de régions entières de la Turquie, de la Perse et de la Chine à la conquête militaire de ces régions par le tsarisme. Lénine avait raison de dire que le tsarisme était un « impérialisme féodal militaire ». Le tsarisme était la quintessence des côtés les plus négatifs de l'impérialisme.

De plus, la Russie tsariste était une immense réserve pour l'impérialisme européen non seulement parce qu'elle donnait librement accès au capital étranger (qui détenait des branches aussi importantes de l'économie russe que le combustible et la métallurgie), mais aussi parce qu'elle pouvait fournir aux impérialistes d'Occident des millions de soldats. Ainsi, pendant la guerre, douze millions de Russes ont versé leur sang sur les fronts impérialistes pour assurer les profits effrénés des capitalistes anglo-français.

En outre, le tsarisme était non seulement le chien de garde de l'impérialisme en Europe orientale, mais encore son agence pour la perception des intérêts formidables des emprunts qui lui étaient délivrés à Paris, à Londres, à Berlin et à Bruxelles.

Le tsarisme enfin était, en ce qui concerne le partage de la Turquie, de la Perse et de la Chine, le fidèle allié de l'impérialisme occidental. La guerre impérialiste n'a-t-elle pas été menée par le tsarisme allié aux puissances de l'Entente, la Russie

n'a-t-elle pas été le principal agent de cette guerre?

Voilà pourquoi les intérêts du tsarisme et de l'impérialisme d'Occident étaient ceux de l'impérialisme en général. L'impérialisme d'Occident pouvait-il se résigner à la perte de ce puissant appui en Orient et de cette source de forces et de richesses qu'était l'ancienne Russie bourgeoise sans essayer tous les moyens, y compris la guerre contre la révolution russe, pour défendre et maintenir le tsarisme? Evidemment, non!

Il s'ensuit que, si l'on voulait frapper le tsarisme, il fallait aussi frapper l'impérialisme que, si l'on avait véritablement l'intention de déraciner le tsarisme, il fallait, après l'avoir renversé, renverser également l'impérialisme. Ainsi donc, la révolution contre le tsarisme devait aboutir au renversement du capitalisme. Les communistes russes ne pouvaient agir autrement, leur voie était la seule qui leur permit d'espérer dans la situation internationale des changements susceptibles de garantir la Russie contre la restauration du régime bourgeois.

Voilà pourquoi la Russie est devenue le foyer du léninisme; voilà pourquoi le chef des communistes russes, Lénine, est devenu le créateur du léninisme.

Il est arrivé à la Russie et à Lénine à peu près ce qui est arrivé à l'Allemagne et à Marx et Engels vers 1850. Comme la Russie du début du xx^e siècle, l'Allemagne était grosse alors de la révolution bourgeoise. Dans le *Manifeste Communiste*, Marx écrivait:

« C'est vers l'Allemagne surtout que se tourne l'attention des communistes, parce que l'Allemagne se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise, et parce qu'elle accomplira cette révolution dans des conditions plus avancées de la civilisation européenne et avec un prolétariat infiniment plus développé que l'Angleterre et la France au xvii^e et au xviii^e siècles, et que, par conséquent, la révolution bourgeoise allemande ne saurait être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne. »

En d'autres termes le centre du mouvement révolutionnaire était reporté sur l'Allemagne.

De même la Russie, au début du xx^e siècle, était à la veille de la révolution bourgeoise. Mais alors la civilisation européenne était plus avancée, le prolétariat russe plus développé, et tout portait à croire que cette révolution serait le ferment et le prologue de la révolution prolétarienne. En 1902 déjà, alors que la révolution russe n'était encore qu'à l'état embryonnaire, Lénine, dans *Que Faire?* écrivait:

« L'histoire impose aux marxistes russes une tâche immédiate, la plus révolutionnaire de celles qui incombent au prolétariat des différents pays. L'accomplissement de cette tâche, c'est-à-dire la destruction du rempart le plus puissant de la réaction européenne et asiatique, fera du prolétariat russe l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire international. »

Autrement dit, le centre du mouvement révolutionnaire devait être reporté en Russie.

Le cours de la révolution, on ne sait, a justifié entièrement cette prédiction de Lénine.

Est-il étonnant, après cela, qu'un pays qui a accompli une telle révolution et qui dispose d'un tel prolétariat ait été la patrie de la théorie et de la tactique de la révolution prolétarienne?

Est-il étonnant que le chef de ce prolétariat, Lénine, soit devenu le créateur de cette théorie et de cette tactique et le chef du prolétariat international?

STALINE.

Une Solution du Problème des Réparations ?

Le rapport du Comité des Experts

Après plus de trois mois de travaux, le Comité des Experts transmettait, le 9 avril dernier, son rapport à la Commission des Réparations. Nous supposons nos lecteurs déjà au courant par les journaux, du contenu essentiel de ce rapport, sur lequel nous nous bornons à présenter nos observations.

La stabilité de la monnaie allemande condition de paiements des réparations

Durant les années précédentes, la Commission des Réparations avait exigé de l'Allemagne des paiements au comptant (en changes étrangers) aussi bien qu'en nature (fourniture de marchandises) sans se demander si les finances allemandes pouvaient ou non supporter ce surcroît de charges. Contrairement à cette pratique, le Comité des Experts considère que l'Allemagne ne peut faire face à ses obligations que si elle réussit à maintenir le cours de sa monnaie à un niveau stable. Dans le cas contraire, les recettes du Reich se réduiraient automatiquement, de sorte qu'il lui serait impossible d'effectuer les paiements. La stabilité du change allemand doit donc être sauvegardée nonobstant les paiements de réparations.

Payements en monnaie allemande

Il en ressort logiquement que le Reich ne doit acquitter ses dettes de réparations — abstraction faite, naturellement, des livraisons en nature — qu'en monnaie allemande. L'Allemagne doit verser les sommes prévues en monnaie allemande aux caisses de la Banque des Réparations à fonder. En effectuant les payements prévus, l'Allemagne aura accompli ses obligations envers les Alliés. Ce sera alors à ces derniers d'obtenir l'équivalent des sommes versées par le Reich en monnaie allemande. Le rapport des experts prévoit une commission de cinq membres et un agent spécial, auxquels incombera le devoir de faire parvenir sous une forme appropriée, à l'étranger, l'équivalent des sommes versées par l'Allemagne. Il s'agit là de la vieille question : *Quelles fournitures en nature peut offrir l'Allemagne à l'Entente au titre des réparations ou, en d'autres termes, quelles fournitures peut accepter l'Entente sans causer de graves préjudices aux industries de la France, de l'Angleterre et des autres pays capitalistes ?* Le rapport des experts ne résout pas ce problème, qui est en somme insoluble. Il prévoit des versements en argent jusqu'à concurrence d'une somme de 2 milliards de marks-or. Si l'on n'arrivait pas, plus tard, à trouver l'équivalent en marchandises convenant à l'Entente, les payements à effectuer par l'Allemagne seraient réduits jusqu'à ce que les Alliés aient trouvé un procédé permettant d'écouler sur le marché mondial les marchandises représentant la valeur des réparations payées par l'Allemagne...

Pas de crédits pour l'Allemagne

Le rapport des experts détruit tous les projets qui visaient à résoudre d'un coup le problème

des réparations à l'aide d'un emprunt international de plusieurs milliards de marks-or. (On se rappelle le projet du gouvernement Cuno : emprunt de 20 milliards de marks-or.) Les espoirs fondés sur l'aide américaine, les projets d'amener l'Amérique à contribuer avec ses richesses, en partie non utilisées, à résoudre le problème des réparations et à écarter par là même une cause importante de la crise, ont dû être enterrés. Le rapport des experts ne prévoit qu'un seul emprunt de 800 millions de marks-or destiné à faciliter le payement des dettes de réparations dans la première année.

Défaite de l'impérialisme français, victoire de l'Angleterre

Au point de vue de la politique mondiale, la solution préconisée par les experts signifie — supposé que le projet soit mis à exécution par les Alliés — la défaite de la France impérialiste et la victoire de l'Angleterre. La politique française qui visait à séparer du Reich les provinces du Rhin et de la Ruhr, la Bavière et l'Allemagne du Sud, peut être considérée comme ayant échoué. Le rapport des experts déclare expressément que l'Allemagne, si on attend d'elle qu'elle acquitte ses dettes de réparations, doit former un territoire économique unique. La solution que recommandent les experts empêche en même temps l'accumulation entre les mains de la France des richesses minières continentales, ce qui est d'une importance capitale pour la position politique et économique de la France vis-à-vis de l'Angleterre.

L'Allemagne, colonie internationale

L'échec des projets de conquête de l'impérialisme français ne signifie pourtant pas que l'Allemagne redevient un Etat libre. Au contraire, le rapport des experts prévoit un contrôle sévère et méthodique de l'Allemagne par les Alliés. Par la mise en pratique des mesures recommandées, la vie économique allemande se trouverait de fait placée sous le contrôle de l'Entente. Ce contrôle s'exercerait sur les chemins de fer, les finances du Reich, la Banque centrale d'Emission, à fonder et qui doit embrasser toutes les banques d'émission existant en ce moment en Allemagne. Le contrôle des Alliés s'exercerait même sur les recettes d'impôts dont ils pourraient déterminer le montant.

Que doit payer l'Allemagne ?

Le rapport prévoit les payements suivants :

1 ^{re} année.....	1.000 millions de marks-or.
2 ^e —	1.200 —
3 ^e —	1.200 —
4 ^e —	1.750 —
5 ^e —	2.500 —
<hr/>	
Total des cinq premières années	7.650 millions de marks-or.

De cette somme, 800 millions de marks-or seront mis à la disposition de l'Allemagne par la voie d'un emprunt qu'elle obtiendra à cet effet. Les payements annuels atteindront, dès la cinquième année, 2.500 millions et pourront même

éventuellement être augmentés. Les experts ont, notamment, prévu, pour mesurer la prospérité de l'Allemagne, un *indice* calculé à la base des chiffres du trafic ferroviaire, du mouvement de la population, du commerce extérieur, de la consommation de tabac, des dépenses budgétaires et de la consommation de charbon. Si la moyenne du pourcentage de ces six facteurs accusait au bout de la cinquième année une augmentation sur les années 1926-1929, le montant des paiements de l'Allemagne serait augmenté dans les mêmes proportions.

Le rapport désigne les ressources du Reich dont les recettes devront être employées par l'Allemagne à effectuer les paiements qui lui sont imposés. Le rapport se base sur les principes suivants :

1. Les chemins de fer du Reich, grâce à la dépréciation de la monnaie, se sont acquittés de leurs dettes. Ils représentent un capital de 26 milliards de marks-or. Ils réalisaient, avant la guerre, 600 millions de marks-or de bénéfices nets par an, somme qui équivalait actuellement à 1 milliard de marks-or. Sous ce rapport, les experts ajoutent encore que les chemins de fer du Reich n'ont pas été considérés avant la guerre comme une entreprise commerciale, mais surtout comme l'instrument du développement économique de l'Allemagne. Ils sont donc d'avis qu'il est facile d'obtenir des chemins de fer allemands 660 millions de marks-or par an sous forme d'intérêts d'obligations et d'amortissement, plus 290 millions d'impôts sur le trafic ferroviaire.

2. L'industrie allemande a également profité de la dépréciation de la monnaie pour acquitter ses dettes. Aussi — pensent les experts — peut-elle se charger de verser au total 5 milliards de marks-or à titre de réparations. Cela donnerait, avec 5 % d'intérêt et 1 % d'annuités, 300 millions de marks-or par an.

3. Le traité de Versailles exige que le montant des impôts en Allemagne ne soit pas inférieur à celui des pays de l'Entente. Les experts, se basant sur ces dispositions du traité, calculent que l'Allemagne pourra progressivement, jusqu'à la fin de l'année 1928-1929, prélever, en vue des réparations, une somme de 1.250 millions de marks-or sur les recettes budgétaires ordinaires. Pour garantir ces paiements, les recettes provenant des impôts sur le tabac, la bière, l'alcool et le sucre, ainsi que les recettes douanières, doivent être versées par l'administration des finances allemandes aux caisses de la nouvelle Banque d'émission, au compte des réparations. Au cas où ces recettes dépasseraient la somme prévue par les experts, le Reich pourrait disposer librement de l'excédent.

L'insoluble problème

Deux questions se posent à nous :

1° *Les sommes prévues peuvent-elles être prélevées sur le produit annuel de la production de l'Allemagne actuelle ?*

En ce qui concerne les cinq premières années, on peut y répondre affirmativement. Grâce aux économies réalisées par suite de la disparition des dettes d'Etat et de la réduction des dépenses militaires, l'Allemagne, à ce qu'il nous semble, est à même de verser les sommes exigées. (Supposé toutefois que la domination politique de la bourgeoisie s'affermisse et que le processus de production ne soit pas troublé par de graves luttes

sociales.) Mais, les cinq premières années écoulées, nous doutons fort que la vie économique en Allemagne puisse subir sans conséquences sérieuses le prélèvement de sommes aussi fortes. Cependant, vu le peu d'équilibre du capitalisme, on ne peut rien prévoir à cinq années d'échéance ;

2° *Peut-on convertir les sommes versées par l'Allemagne en marchandises dont l'exportation ne porterait pas de préjudices à l'industrie et au commerce des pays de l'Entente ?*

Nous pouvons, en ce qui concerne les cinq premières années, répondre par l'affirmative, car si nous faisons abstraction des fournitures de charbon et de coke indispensables à l'industrie française, le restant de la somme que l'Allemagne aurait à payer pendant cette période et dont l'équivalent devrait être exporté sous forme de devises ou de marchandises est relativement minime. Si une grave crise économique ne se produit pas entre temps, l'équivalent en marchandises des paiements effectués par l'Allemagne, peut facilement être écoulé sur le marché mondial. La situation sera tout autre au bout des cinq premières années où les paiements annuels imposés à l'Allemagne atteindront 2,5 milliards de marks-or. Une somme aussi énorme ne peut être versée que si les exportations allemandes dépassent de beaucoup de milliards celles d'avant-guerre. Vu toutefois la capacité d'achat amoindrie du marché mondial, l'augmentation des exportations allemandes dans des proportions aussi énormes porterait de graves préjudices aux industries française et anglaise. Nous sommes par conséquent d'avis que l'Allemagne ne sera pas capable de verser les sommes entières qu'on exige d'elle et que d'ailleurs l'Entente ne saurait accepter.

Quelle est la signification du rapport des experts ?

Le rapport que nous venons d'examiner avait été adopté à l'unanimité par le Comité des Experts. Les experts ayant certainement agi de concert avec leurs gouvernements respectifs, nous pouvons en conclure que les gouvernements de l'Entente et les bourgeoisies qu'ils représentent, approuvent la solution recommandée de la question des réparations.

Quelle est la portée économique de cette solution ?

La bourgeoisie des pays de l'Entente reconnaît, en approuvant le rapport des experts, qu'il est impossible de tirer de l'Allemagne les sommes exigées jusqu'ici par les divers ultimatums. La bourgeoisie de l'Entente est placée devant l'alternative suivante : ou elle insistera pour que l'Allemagne acquitte ses dettes de réparations et dans ce cas elle pourra peut-être obtenir des réparations, mais au prix d'une aggravation de la concurrence allemande sur le marché mondial, qui entraînerait fatalement la dépréciation du mark, des troubles sociaux, la dictature contre-révolutionnaire ou prolétarienne en Allemagne ; ou bien elle renoncera à une partie des réparations, quitte à acquérir une influence décisive sur la vie économique allemande, en vue de combattre avec succès la concurrence industrielle de l'Allemagne. En approuvant le rapport des experts, la bourgeoisie de l'Entente a adopté cette dernière solution qui dit en somme : *moins de réparations, mais pas de rétablissement de la vie économique de l'Allemagne qui ferait d'elle une rivale dangereuse sur le marché mondial.*

Supprimer sur le marché mondial la concurrence germanique

Si ce que nous venons d'avancer, est juste, nous comprendrons aisément les dispositions en partie très singulières du rapport des experts. L'hypothèque sur les chemins de fer et le contrôle des chemins de fer allemands signifie que les tarifs des chemins de fer allemands seront déterminés par l'Entente qui empêchera ainsi l'industrie allemande d'augmenter ses exportations grâce à des tarifs de transports avantageux comme c'était le cas en temps de paix.

L'hypothèque de 5 milliards sur l'industrie allemande signifie que les frais de la production industrielle augmenteront dans des proportions correspondantes.

Le contrôle exercé sur la Banque d'Emission signifie que c'est la bourgeoisie de l'Entente qui déterminera le montant des crédits à accorder à l'industrie, ainsi que les taux de l'intérêt. Tout cela dans le but d'entraver par la réduction des crédits industriels et l'augmentation du taux de l'intérêt, le développement de l'industrie allemande.

La conversion des 5 milliards de marks-or qui auront été versés à titre de réparations — somme qui pourrait éventuellement être augmentée — en valeurs allemandes signifie que la bourgeoisie de l'Entente qui s'était déjà emparée d'une quantité considérable de valeurs industrielles allemandes, se mettra par là même en possession directe

des branches les plus importantes de l'industrie allemande.

Tout cela signifie que l'Allemagne sera placée sous le contrôle économique de la bourgeoisie de l'Entente, qui exercera ce contrôle de manière à se débarrasser de la concurrence industrielle de l'Allemagne et d'entraîner le développement de la vie économique allemande.

Les capitalistes anglais et français ont toujours argumenté de la façon suivante : « L'Angleterre a une dette de 150 milliards de marks-or à acquitter, alors que l'Allemagne a profité de la dépréciation de sa monnaie pour se débarrasser de ses dettes publiques. L'industriel anglais doit payer beaucoup plus d'impôts que l'industriel allemand et les salaires doivent être plus élevés en Angleterre qu'ils ne le sont en Allemagne. L'Angleterre et la France veulent par conséquent adopter dans la question des réparations une politique qui sauvegarde les intérêts des industries anglaise et française pour qu'elles puissent défendre leur place sur le marché mondial ». Considérant désormais que l'ancien mode de paiements de réparations — paiements en devises étrangères sans qu'aucun compte fût tenu de l'état du change allemand — est absolument inopportun, car il obligerait l'Allemagne à augmenter ses exportations, le rapport des experts conclut : Moins de réparations, mais la domination absolue de la vie économique allemande dans le but d'écartier du marché mondial la concurrence allemande préjudiciable aux intérêts de la bourgeoisie de l'Entente.

E. VARGA.

Le Communisme en Pologne

Mon cher Treint,

Dans le tour du monde en quatre-vingts lignes, que vous avez entrepris dans votre article : *Contre la droite internationale !* vous vous arrêtez particulièrement en Pologne, pour y découvrir « l'opportunisme de la direction du Parti polonais ». Malheureusement, ceux qui vous ont documenté à ce sujet (les trente lignes que vous consacrez au parti polonais sont extraites, sans guillemets et en une traduction inintelligente, d'un document rédigé par un groupe de quatre « opposants » polonais résidant à l'étranger) vous ont fait dire, sous votre signature, autant de contre-vérités que d'affirmations. Vous ne vous fâchez pas si j'essaie de le prouver à vos lecteurs. Le Parti communiste de Pologne a le droit de désirer que les lecteurs du *Bulletin Communiste*, organe de la S.F.I.C., soient informés, de façon authentique, de son activité.

« Le programme minimum élaboré par le Comité Central mit à l'arrière-plan la dictature du prolétariat », dites-vous. Militant et membre du Comité Central du Parti polonais, j'ignore jusqu'à l'existence d'un programme minimum quelconque de ce Parti.

« Le Comité agraire du Parti s'opposa à ce que nos camarades se déclarent ouvertement communistes lors d'un congrès paysan... » Il se déclara

même « opposé à l'audition des délégués de l'Ukraine et de la Ruthénie » (?). En réalité, au Congrès en question, qui, d'ailleurs, était un Congrès de fusion de deux groupes paysans radicaux anticommunistes, ont paru de nombreuses délégations ouvrières communistes (une centaine de délégués ouvriers élus dans les usines), qui contraignirent le bureau du Congrès à leur donner la parole. Y parla également un délégué des paysans *ukrainiens*, du nom de Korbutiak (arrêté, d'ailleurs, par la police).

« Par suite d'une fausse conception du front unique », affirmez-vous — vous fait-on affirmer plutôt — « la direction du Parti n'a pas déclenché à temps une grève de solidarité dans le bassin de Dombrova, lors de la grève de Haute-Silésie. » En réalité, la grève de Haute-Silésie était dirigée par nos camarades communistes, placés à la tête de la Commission des Conseils d'usines, *contre les dirigeants syndicalistes réformistes*, ce qui, nous paraît-il, témoigne d'une bonne « conception du front unique ». Il est vrai que, *malgré tous les efforts de propagande de notre organisation communiste* dans le bassin de Dombrova (d'ailleurs, à ce moment, fort éprouvée par des arrestations en masse), la grève n'y a éclaté que lorsque la grève de Haute-Silésie touchait à sa fin victorieuse. Mais en quoi cela put-il être la faute d'une

« fausse conception » de la direction du Parti ? Observons d'ailleurs qu'à la suite de la grève de Haute-Silésie, plusieurs centaines d'ouvriers ont été arrêtés et 51 d'entre eux ont comparu en avril devant la Cour d'assises, accusés de haute trahison pour le fait d'être affiliés au Parti communiste, déclaré illégal.

Le député Krolkowski « approuva » au Parlement le service de six mois, ce qui vous aurait montré, mon cher Treint, « jusqu'à quel point fut affirmé le caractère national (*sic*) du Parti ». Connaissez-vous le discours prononcé au Parlement par le vieux révolutionnaire Krolkowski, internationaliste jusqu'à la moelle des os, lors de la discussion de la loi sur le service militaire en février dernier ? Savez-vous comment il a motivé, en pleine Chambre, son amendement proposant de réduire le service à six mois ? Souffrez que je mette sous les yeux des lecteurs du *Bulletin Communiste* deux extraits du discours de Krolkowski qui les éclaireront sur le « caractère national » du communisme polonais :

« Vous voulez tenir — disait Krolkowski — le soldat dans les casernes assez longtemps pour extirper de sa tête, de son cœur, de son âme, tout ce qu'y ont mis son père, sa mère, l'école, l'usine, les compagnons de travail, les idéals qu'il a acquis — et là, dans la caserne, pendant d'aussi longues années que possible, on lui inculquera le mépris du pékin, on lui fera admirer les assassinats en masse, on lui apprendra qu'il a le devoir de tirer sur ses père et frère lorsque ceux-ci lutteront pour la liberté et le pain. Vous voulez qu'il y oublie, dans votre caserne, qu'il est ouvrier ou paysan, qu'il fait partie de la grande famille ouvrière et paysanne, d'où il est sorti et où il reviendra. Vous voulez qu'il acquière le respect du pouvoir des capitalistes et des hobereaux et qu'il défende ce pouvoir, le fusil à la main, contre son père, sa mère, son frère. Tel est le secret de votre résistance à la réduction du service... »

« On m'a demandé si je serais prêt à réaliser moi-même, dans d'autres conditions, ce que je demande ici. Ma réponse sera brève et claire. Lorsque nous aurons en Pologne un gouvernement des ouvriers et paysans et que, pour la défense de ce gouvernement, nous aurons besoin d'une armée, moi, antimilitariste, je voterai pour une telle armée, j'en défendrai le principe et je l'organiserai. Si nous, communistes, combattons cette loi, si nous votons contre elle, si nous proposons tels ou tels amendements, nous ne poursuivrons qu'un but. Comme cette armée doit être employée contre les intérêts des masses ouvrières et paysannes au nom des intérêts des capitalistes et des hobereaux qui l'emploient contre les ouvriers et les paysans — et inversement lorsqu'il y aura en Pologne un gouvernement ouvrier et paysan qui défendra les masses contre les classes possédantes, lesquelles, bien que écartées du pouvoir, ne cesseront de combattre et de conspirer pour renverser le pouvoir des ouvriers, alors nous ne négligerons rien pour faire de l'armée entre les mains des ouvriers et paysans un instrument tranchant et fort. Et alors nous établirons un service d'un an, de deux ans, ou plus, pourvu que soit assuré le triomphe du socialisme... »

J'ajoute que ce discours a été prononcé lors de la discussion de l'article de la loi relatif à la durée de service, la parole ayant été refusée à notre camarade lors de la discussion générale. J'ajoute encore que le Comité Central de l'Union des Proletaires des Villes et des Campagnes (le député Kro-

likowski a été élu comme candidat de cette Union, le Parti communiste étant *illégal*) approuva entièrement ce discours tout en considérant que l'introduction de l'amendement relatif au service de six mois était une faute tactique parce que, isolé du discours, il était susceptible de prêter à malentendu.

Nous sommes cependant loin, n'est-ce pas, mon cher Treint, de « l'affirmation du caractère national du Parti, à tel point que », etc.

Enfin, on vous a fait dire, à l'appui de la thèse sur l'opportunistisme du Comité central polonais, que des délégués communistes, à une conférence syndicale, ont manqué à leur devoir. Le fait en lui-même est exact. Mais ce que vous ignorez, probablement, c'est que ces délégués ayant manqué à un *mandat impératif*, ce même Comité Central a pris contre eux des mesures disciplinaires sévères.

Suivez-vous attentivement, camarade Treint, les manifestations du mouvement ouvrier communiste dans mon pays ? Connaissez-vous le nombre des communistes détenus actuellement dans les prisons de Pologne ? Savez-vous qu'il dépasse de beaucoup un millier ? Avez-vous lu les comptes rendus des manifestations communistes du 1^{er} mai organisées, en dépit du déploiement de la force armée, par le Parti illégal dans tous les centres industriels du pays ? Ne croyez-vous pas qu'il serait utile de tenir compte de l'ensemble de l'activité du Parti, avant de l'enrôler gracieusement dans une « droite internationale » ? Et ne pensez-vous pas que la tâche de porter un jugement politique sur ce parti est, dans l'état actuel de vos connaissances et de vos expériences, un peu tout de même au-dessus de vos forces ?

Il est bon de lutter contre la droite dans sa propre section, il est excellent de déceler les tendances opportunistes dans les partis frères de notre Internationale et de les combattre. Mais, pour le faire efficacement, il faut avant tout étudier consciencieusement et bien connaître les faits. N'êtes-vous pas d'avis, mon cher Treint, qu'à faire un usage trop précipité de certains *tuyaux*, on court le risque de ne point contribuer à affermir l'esprit révolutionnaire de notre Internationale ?

Encore un mot, avant de finir. Vous affirmez que « le Comité Central polonais a voté contre le Comité Central russe, une résolution analogue à celle de Souvarine ». J'ignore ce que Souvarine a proposé aux camarades français, mais ce que je sais bien, c'est que jamais le Comité Central polonais n'a voté une résolution contre le Comité Central russe. Encore une fois, vous avez puisé votre documentation à mauvaise source.

Salut communiste.

H. VALETSKY,

du Comité Central du P. C. de Pologne.

ERRATUM

Dans le dernier *Bulletin Communiste*, une erreur typographique s'est glissée dans le titre de l'article de Lénine (page 511).

Au lieu de : « De l'ascension de hautes montagnes, du mal de *traitement*, de l'utilité du commerce, etc. », il faut lire : « De l'ascension de hautes montagnes, du mal de l'*abattement*, etc. »

Quelques mots au Camarade Valetsky

Vingt-sept lignes consacrées par moi aux manifestations de droite dans certains cercles du Parti polonais et de sa direction ont ému le Comité Central de notre Parti frère, qui a confié son porte-plume à notre ami Valetsky pour tenter de se disculper.

La lettre que Valetsky m'adresse pour la forme et qui en réalité est destinée au Parti français, ne fera que convaincre les militants de la justesse des critiques que j'ai formulées dans mon article « Contre la droite internationale ».

Je ne discuterai pas sur la matérialité des faits. Valetsky en admet plusieurs: marchandages de mandats aux élections du Comité Syndical de Varsovie, grève de solidarité partie trop tard dans le bassin de Dombrova, amendement Krolikowsky en faveur du service de six mois. D'autres faits sont niés.

En ce qui concerne les affirmations contradictoires du Comité Central du Parti polonais et de la motion de la gauche polonaise, il est bien évident que nous aurons à nous prononcer après avoir entendu à Moscou les représentants des tendances en présence.

Si toutefois le Comité Central polonais, qui a blâmé les quatre signataires de ces thèses et qui leur a interdit tout poste responsable dans le Parti, leur donne la possibilité de venir s'expliquer au V^e Congrès.

Pour aujourd'hui, je veux faire à mon contradicteur la part belle et me placer sur la base même de ses affirmations.

Premier fait. — J'ai écrit: « Le programme minimum élaboré par le Comité Central mit à l'arrière-plan la dictature du prolétariat. On négligea de différencier la conception communiste du gouvernement ouvrier et paysan de celle des social-démocrates. »

Valetsky répond qu'il ignore l'existence d'un programme minimum.

C'est possible que l'expression programme minimum n'ait pas été employée par le Comité Central polonais.

Mais, oui ou non, le Parti polonais a-t-il un programme?

Oui ou non, dans ce programme, la dictature du prolétariat est-elle reléguée à l'arrière-plan?

Oui ou non, la conception communiste du gouvernement ouvrier et paysan a-t-elle été différenciée de la conception social-démocrate?

Sur ces deux derniers points, Valetsky se tait.

Une querelle formelle sur l'expression « programme minimum » ne peut dispenser de répondre sur le fond.

Deuxième fait. — La grève de solidarité des mineurs de Dombrova déclanchée trop tard.

Il ne s'agit pas de savoir si la grève de Haute-Silésie a été dirigée par des communistes placés à la tête des Conseils d'usines contre les dirigeants syndicalistes réformistes.

Il s'agit de savoir si la *Direction du Parti* pouvait, malgré les arrestations, et même à cause des arrestations, déclancher à temps une grève de solidarité dans le bassin de Dombrova, où notre influence est prépondérante.

Ici encore Valetsky répond à côté de la question.

Troisième fait. — Le Congrès paysan. Valetsky nous parle de la composition de ce Congrès. Il nous

dit qu'un délégué ukrainien a été entendu par le Congrès et que de nombreuses délégations ouvrières ont pris la parole.

Valetsky ne nous dit pas un mot de l'attitude du Comité Agraire du Parti. C'est cela qui est la question. Pourquoi Valetsky l'éluide-t-il?

Quatrième fait. — Marchandage de mandats à la Conférence Syndicale de Varsovie du 25 janvier. Ce fait est reconnu exact par Valetsky. Mais pourquoi tente-t-il, par sa manière de me répondre, de faire croire que j'ai mis en cause la direction du Parti sur ce fait?

Eh bien, aujourd'hui, je la mets en cause. Contre les coupables des mesures sévères ont été prises, paraît-il, par le Comité Central.

Lesquelles?

La faute commise, a-t-elle été publique?

A-t-elle été dénoncée jusque dans les feuilles social-démocrates?

Les sanctions ont-elles eu, de la part du Parti, le même caractère de publicité que les fautes commises?

Je sais, le parti polonais est illégal. Prendre des sanctions nominales publiques c'est livrer les camarades à la police en dénonçant leur appartenance au Parti. Mais ne pouvait-on désavouer l'indiscipline commise en termes généraux que tous les ouvriers auraient compris et sans citer de noms pour ne pas donner prise à la répression?

Le Comité Central a été plus doux vis-à-vis de ceux qui ont brisé la discipline du Parti par déviation opportuniste que vis-à-vis de ceux qui, dénonçant ces faits, ont été blâmés et chassés de leurs postes.

Cinquième fait. — Le service de six mois.

En ce qui concerne l'amendement Krolikovsky, je n'ai pas mis en cause la direction du Parti, pas plus que le Comité Central de l'Union des Prolétaires des Villes et des Champs.

L'appréciation selon laquelle l'introduction de l'amendement serait une faute tactique, parce que isolé du discours, il était susceptible de prêter à malentendu, condamne beaucoup trop faiblement l'erreur commise. Et ici, texte de Valetsky en mains, je mets en cause le Comité Central du parti polonais.

J'approuve les arguments développés par Krolikovsky dans son discours. Mais ces arguments s'appliqueraient bien mieux pour attaquer la participation des ouvriers à l'armée bourgeoise que pour défendre le service de six mois. Sans compter que l'agitation serait ainsi beaucoup plus claire.

Si le service de six mois avait eu des chances de passer, l'amendement eût été défendable. Mais il n'en était rien. Quand j'ai à choisir entre 100 et 50 coups de bâtons, je choisis 50. Mais quand je suis sûr de recevoir les 100 coups, je crie à tous les échos que je n'en veux recevoir aucun. Si je crie que j'en accepte 50, tout le monde croira, dans ce cas, que je reconnais que le principe de ces 50 coups est bon.

Quand je réclame six mois de service militaire, alors que je n'ai aucune chance immédiate de faire diminuer la durée du service militaire, alors, en dépit des plus beaux discours du monde, j'apparais comme défendant le principe du service militaire dans l'armée bourgeoise.

Certes on peut présenter pour l'agitation des projets de loi qui n'ont aucune chance d'être votés par un Parlement bourgeois; mais alors, il faut que ces projets aient par eux-mêmes, et non par les commentaires qui les accompagnent, un caractère de classe. Exemple: un projet de loi contre l'intervention de l'armée dans les grèves. Et encore, dans un tel cas, convient-il de rappeler que nous sommes contre le principe même de la participation ouvrière à l'armée bourgeoise.

Tout cela est encore plus nécessaire dans un parti illégal où les amendements communistes au Parlement jouissent d'une publicité forcée, mais où les commentaires qui les accompagnent à la tribune sont difficilement propagés par les moyens clandestins dont dispose le Parti.

Bien d'autres amendements autrement clairs que celui des six mois pouvaient être proposés. Comment expliquer cet amendement sinon par une concession inacceptable à l'esprit national?

Sixième fait. — La résolution sur la question russe.

Elle n'est pas, paraît-il, dirigée contre le Comité Central. Eh bien! que Valetsky nous en communique le texte! Comment se fait-il que Zinoviev l'ait considérée comme un acte d'hostilité et ait mis personnellement en cause Valetsky lui-même, dans son rapport devant l'Exécutif, si je ne me trompe?

En résumé:

1° Quand Valetsky ne nie pas les faits, il répond généralement à côté de la question;

2° Pour justifier des actes à caractère nettement

opportuniste Valetsky invoque des raisons de tactique. Une tactique savante au point de faire perdre au Parti sa physionomie communiste est inacceptable.

Je passe sur les ironies de Valetsky. Nous savons tous qu'il a beaucoup d'esprit. Et puis, quand les arguments ne sont pas d'une solidité à toute épreuve, c'est une consolation de voir leur fragilité spirituellement camouflée.

Et pour terminer, un dernier mot.

Valetsky devrait bien cesser de substituer à l'argumentation politique les années de prisons d'incombrables militants du Parti.

Ce qui est en cause, ce n'est pas l'héroïsme du parti polonais, cadres et masses. Cet héroïsme est bien connu et nous tâcherons d'être dignes de nos frères de Pologne quand le moment sera venu.

Ce qui est en cause, c'est la politique de la direction du parti polonais et les germes d'opportunisme que nous apercevons dans certains cercles du Parti.

Plus l'héroïsme des adhérents du Parti polonais est grand et plus ceux-ci ont le droit d'exiger que cet héroïsme ne soit pas gaspillé par la mauvaise politique de certains de leurs dirigeants.

Albert TREINT.

Au camarade Valetsky. — Nous ouvrons les colonnes du *Bulletin* aux quatre opposants. Je demande à Valetsky d'intervenir auprès du Comité Central polonais pour que ceux-ci soient autorisés à user de notre hospitalité sans s'exposer à de nouvelles sanctions disciplinaires. A. T.

L'Art et la Révolution

Sous ce titre : « L'Art et la Révolution », Lou-natcharsky vient de réunir en volume (édition russe) une série d'articles et de rapports publiés dans ces dernières années sur l'art en général et son développement effectif et possible dans une situation révolutionnaire, dans l'Etat prolétarien. Nous reproduisons ci-dessous un article écrit en 1920. (La Réd.)

Pour l'Etat révolutionnaire, tel que celui que gouvernent les Soviets, la question de l'art se pose de la façon suivante : La Révolution peut-elle donner quelque chose à l'art, et l'art peut-il donner quelque chose à la Révolution ? Bien entendu, l'Etat n'a pas le dessein d'imposer de force des idées et des goûts révolutionnaires aux artistes. Une pareille violence ne pourrait produire qu'un faux art révolutionnaire, car la première qualité de l'art véritable est dans la sincérité de l'artiste.

Mais, violence mise à part, on doit considérer d'autres procédés d'influence : la persuasion, l'encouragement, l'éducation appropriée de nouveaux artistes. Tous ces moyens sont à employer pour ce que l'on peut appeler : l'inspiration révolutionnaire de l'art.

Ce qui caractérise essentiellement l'art bourgeois de ces derniers temps, c'est le manque absolu d'un contenu. Si nous avons encore quelque apparence d'art, c'est une survivance d'autrefois. La forme vide de fond s'est manifestée partout, à l'excès : en musique, en peinture, en sculpture, en littérature. Le style en a souffert, cela va de

soi. En fait, la dernière époque bourgeoise n'a pu produire aucun style véritable, pas même dans l'architecture, pas même dans le décor de la vie quotidienne ; elle n'a donné que les excentricités et les absurdités de l'éclectisme. Les recherches de pure forme ont dégénéré en ridicules fantaisies, en trucs divers, ou bien en un certain pédantisme, d'ailleurs assez primaire, coloré d'abracadabrantes ratiocinations. C'est que l'authentique perfection de la forme ne vient pas de la recherche d'une forme pure, mais d'une correspondance, pour les masses de toute une époque, entre la forme et les façons particulières de sentir, de penser.

De sentiments particuliers, d'idées qui fussent dignes de l'expression artistique, la société bourgeoise n'en a pas eu depuis dix, vingt ou trente ans.

La Révolution apporte des idées d'une remarquable étendue, d'une grande profondeur. Elle attise, elle suscite autour d'elle des sentiments intenses, complexes, héroïques.

Naturellement, les vieux artistes demeurent impuissants devant ces valeurs nouvelles, qu'ils ne peuvent même pas comprendre. Ils se croient en présence d'on ne sait quel torrent barbare de passions primitives et d'étroites pensées ; illusion qui s'explique par leur propre myopie. On peut éclairer plusieurs d'entre eux, de ceux qui ont le plus de talent ; on peut leur ouvrir les yeux, les délivrer de l'envoûtement qui pèse, pour ainsi dire, sur eux. Mais il faut compter principalement sur la jeu-

nessé, beaucoup plus facile à émouvoir, plus capable de trouver son éducation dans la coulée ardente de la Révolution. C'est de ce côté que j'espère voir une forte influence de la Révolution sur l'art : plus simplement, je crois que l'art pourra se tirer de la pire décadence, du pur formalisme, et reprendre sa vraie mission, qui est d'exprimer puissamment, suggestivement, de grandes pensées et de grandes émotions.

Mais l'Etat ne doit pas seulement songer à ce renouvellement de l'art ; il a une autre tâche, de tous les jours, pour l'avancement de la culture : il doit répandre la pensée révolutionnaire, le sentiment et l'action révolutionnaires dans toute l'étendue du pays. A cet égard, le gouvernement s'interroge : quelle peut être, dans ce dessein, l'utilité de l'art ? Et la réponse est claire : si la Révolution peut donner une âme à l'art, celui-ci peut être la bouche de la Révolution.

Qui donc ignore l'efficacité de la propagande ? Mais qu'est-ce que la vraie propagande ? En quoi diffère-t-elle d'une froide, objective exposition des faits, des démonstrations logiques, des arguments dont se compose notre explication du monde ? La propagande du véritable agitateur consiste à émouvoir les auditoires, les lecteurs et à agir directement sur leur volonté. Elle donne de l'incandescence, de la splendeur, des couleurs à tout ce que porte l'enseignement révolutionnaire. Il faut ici parler de prédication : oui, nous sommes tous des prédicateurs. La propagande, l'agitation ne sont autre chose qu'une incessante prédication de la nouvelle croyance, fondée sur une profonde connaissance.

Plus il y aura d'art dans cette prédication, plus elle agira fortement — en douterait-on ? Ne savons-nous pas que l'orateur artiste, le publiciste artiste trouvent bien plus vite le chemin des cœurs que ne sauraient le faire ceux qui n'ont pas de dons artistiques ? Mais le propagandiste collectif est, pour les foules, le prédicateur de notre temps. Le Parti Communiste doit donc se munir de tous les instruments de l'art qui deviendront des moyens d'agitation. Non seulement l'affiche, mais le tableau, la statue, œuvres plus durables, qui dominent des idées plus profondes, des sentiments plus forts, peuvent devenir des ressources d'enseignement pour l'intelligence de la vérité communiste.

On a souvent dit du théâtre qu'il était une grande tribune, une haute chaire de prédication ; il n'est plus nécessaire d'insister sur ce point. La musique a toujours joué un rôle de première importance dans les mouvements des masses, que des hymnes, des marches accompagnent toujours. Il faut seulement utiliser plus largement cette magie des sons, son pouvoir sur les cœurs et lui donner, au suprême degré, la netteté des formes et des tendances.

Nous ne pouvons encore nous servir autant qu'il le faudrait de l'architecture pour notre propagande. Nous savons pourtant que l'édification des temples a été l'un des plus puissants moyens d'action sur les sociétés, une des suprêmes réalisations de l'art. Et quand nous construirons, bientôt peut-être, nos immenses Maisons du Peuple, nous pourrions les opposer à ces maisons du peuple que furent, jadis, les églises de toutes les confessions.

Certaines formes d'art dont l'apparition est assez

récente, telles que le cinéma ou bien les danses rythmiques, peuvent donner de magnifiques résultats. Il serait ridicule de rappeler par le menu la valeur de propagande et d'agitation du cinéma. Songez aussi à la splendeur que pourront avoir nos fêtes populaires, lorsque nos institutions mettront en mouvement, selon le rythme musical, des masses entières, des milliers et des dizaines de milliers d'hommes, non plus des foules désordonnées, mais des armées pacifiques, rangées, possédées par une même idée d'ordre et de beauté.

Tandis que nos cadres d'instruction feront manœuvrer les masses, on verra s'avancer, en groupes, les élèves de nos écoles de rythmique : ils rendront à la danse sa vraie place. La fête du peuple s'ornera de tous les arts qui peuvent y intervenir ; la musique et les chœurs y participeront ; les sentiments, les idées s'y manifesteront sur des estrades par le drame et la comédie, par la chanson et les poèmes déclamés, par la joie de tous, et cette allégresse profonde sera le couronnement de ces réjouissances.

C'est là ce que rêvait, ce qu'essayait de créer la grande Révolution Française, ce que contempla l'élite de la plus cultivée des démocraties, celle d'Athènes dans l'antiquité ; c'est ce que nous espérons voir aussi chez nous.

Oui, lorsque les ouvriers de Moscou défilèrent en bon ordre devant nos amis de la Troisième Internationale, lors de la fête de nos milices qui fut donnée ensuite, lors du grand spectacle de foule qui fut organisé devant la colonnade de l'ancienne Bourse à Pétrograd — on sentait approcher le moment où l'art, sans aucunement s'abaisser, plutôt agrandi, deviendrait l'expression des idées et des sentiments de toute la masse, des idées et des sentiments révolutionnaires et communistes.

A. V. LOUNATCHARSKY.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro 50 centimes

ABONNEMENTS

	France	Etranger
3 mois	7 »	9 »
6 mois	13 »	17 »
12 mois	26 »	34 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Calzan, même adresse.

La Victoire Electorale des Communistes Allemands

Le fait essentiel

Le fait dominant dans les élections au Reichstag, c'est la victoire communiste. Quelles que soient les illusions que nos adversaires entretiennent à ce sujet, les faits demeurent des faits. Lorsque la social-démocratie allemande, conduite par Auguste Bebel, réussit à réunir 3 millions de voix aux élections législatives de 1903, 1907 et 1911 — ce qui fut la plus brillante période de son histoire — son succès fut apprécié comme un événement historique de premier ordre. C'est en présence de près de 4 millions de voix réunies par les candidats communistes que nous pouvons à plus juste titre considérer les succès électoraux du Parti communiste allemand comme un événement d'une portée vraiment historique.

Le P.C.A. était entré dans la lutte électorale à visage découvert, comme le parti de la révolution prolétarienne. Ce parti défie la bourgeoisie et lui déclare la guerre à mort.

Au cours de la campagne électorale, le P.C.A. a montré aux masses que le parlementarisme bourgeois a fait une faillite définitive. Il leur a dit en toute franchise — et combien il avait raison — que les communistes n'iraient pas au Reichstag pour y faire œuvre « pratique » et « organique », mais pour y faire de la propagande révolutionnaire et mobiliser les masses ; il leur a dit que les questions actuelles en Allemagne ne pourraient être tranchées par le suffrage universel, que seule la guerre civile les résoudrait, que voter pour les communistes, c'était voter pour une Allemagne soviétiste. Tenant ce langage décisif et nécessaire, le P.C.A. écarte sans doute de lui les hésitants, les indécis, les équivoques, tous ceux qui dans la classe ouvrière penchent vers la petite-bourgeoisie. Ne le déplorons pas. La valeur de presque 4 millions de voix obtenues par la liste communiste, n'en est que plus grande.

Durant les derniers mois, le P.C.A. fut complètement absorbé par des questions d'ordre intérieur qui, surgies à la suite de la retraite d'octobre, exigeaient une prompt solution. Le Parti procéda à une refonte et à un regroupement de ses forces. Des discussions et des luttes intestines s'y produisirent. L'élan de la campagne électorale en a souffert, sans doute. Ajoutons que le Parti est à peine sorti de l'illégalité. Des centaines et des milliers de ses meilleurs membres sont incarcérés. Ses meilleurs chefs sont tenus à l'illégalité. Ses journaux ne sont qu'à demi légaux.

Un autre fait qu'on ne doit pas perdre de vue : les voix que les communistes ont réunies sur leur liste ne furent pas recueillies par des candidats pris isolément, mais par le Parti comme tel. Parmi les candidats communistes on ne trouve guère de noms célèbres. En tête de la liste du P.C.A. figurait un simple ouvrier hambourgeois, le camarade Thalmann, certes militant héroïque, mais dont le nom vient seulement d'être connu du grand public en Allemagne. Ce fait donne un éclat particulier à la brillante victoire de notre Parti.

Le « Memento Mori » de la bourgeoisie européenne

Les journaux bourgeois et social-démocrates abondent en détails sur les élections allemandes. On soupèse les chances de telle ou telle combinaison ministérielle et on ignore ou feint d'ignorer le résultat essentiel des élections allemandes : la puissante poussée du Parti irréconciliable de la révolution prolétarienne. La victoire des communistes allemands, malgré tous les obstacles qu'on avait dressés contre eux, signifie que le « spectre du communisme » a pris corps, que le communisme militant a su trouver le chemin qui conduit au cœur de millions d'ouvriers : c'est le *memento mori* de la bourgeoisie européenne.

La social-démocratie allemande a perdu plus de 4 millions de voix. Ce n'est pas encore l'effondrement final du parti social-démocrate allemand, mais c'est un coup dont il ne se rétablira plus. Pour la social-démocratie allemande, les succès ou les échecs au Parlement seuls comptent. Le parlementarisme est son élément. Le P.S.A. sera plus que jamais obligé de s'appuyer sur les éléments non-prolétaires et petits-bourgeois et de poursuivre une politique correspondant de plus en plus à sa dépendance vis-à-vis des partis bourgeois. Les milliers d'ouvriers qui ont encore voté pour le parti social-démocrate ne sont désormais que des futures recrues du Parti communiste.

La social-démocratie allemande est une force déclinante, le communisme allemand, une force montante. Le moment de l'action décisive se rapproche pour lui.

Les bolcheviks russes en 1917,

Les communistes allemands en 1924

Aux élections à l'Assemblée Constituante, qui eurent lieu après la conquête du pouvoir par les Soviets, en novembre 1917, les bolcheviks recueillirent 9 millions de voix sur plus de 36 millions. Les communistes allemands ont réuni sur leur liste, aux élections de mai 1924, environ 4 millions de voix sur 23 millions. Si l'on ne considère que le nombre des voix, on peut dire que les communistes allemands ne sont plus très loin d'atteindre numériquement le niveau où se trouvaient en 1917 les bolcheviks russes. Les communistes allemands ont contre leurs 4 millions de voix environ 6 millions de voix social-démocrates. Mais les bolcheviks avaient, en novembre 1917, contre leurs 9 millions de voix, 21 millions de voix socialistes révolutionnaires et plus d'un demi-million de voix menchevistes. Ce rapport des chiffres n'est pas le seul qui importe aux élections. Les bolcheviks russes avaient, en octobre et novembre 1917, la majorité au lieu et au moment décisifs puisque les ouvriers et les garnisons des deux capitales, les principales armées non-démobilisées et les districts paysans les plus importants les soutenaient. Lénine, dans sa brochure : *Les Elections à l'Assemblée Constituante et la Dictature du Proletariat*, a exposé avec une clarté remarquable la situation du parti bolchevik à cette époque. Les communistes allemands — et voilà la différence entre novembre (Russie) 1917 et mai

(Allemagne) 1924 — ne peuvent pas mener tout de suite à la bataille le prolétariat allemand. Mais malgré la défaite d'octobre et les échecs partiels du P.C.A., les élections allemandes prouvent irréfutablement que le temps est proche où les communistes allemands disposeront de la majorité *au lieu décisif et au moment décisif*. Le P.C.A. saura alors accomplir sans hésiter sa grande mission historique.

Les élections et la vie intérieure du Parti

Les résultats des élections jettent une vive lumière sur les discussions intérieures du P.C.A.

La première conclusion qu'on est tout naturellement amené à dégager des succès électoraux des communistes allemands, c'est que tout n'allait pas si mal dans le P. C. A. dans la période de travail qui vient de se clore. On a commis, en appliquant la tactique du front unique en Allemagne, d'énormes fautes opportunistes, mais la tactique en elle-même a été juste. Le P.C.A. a trouvé le chemin qui conduit aux masses. Malgré tout ce qu'il y avait de chaotique dans la situation, et toutes les fautes opportunistes des chefs, le P.C.A. est devenu un puissant parti de masses prolétariennes. Cela eût été impossible, si la tactique du front unique avait été erronée.

Le deuxième trait saillant des élections c'est le succès relativement grand des social-démocrates, notamment en Saxe et en Thuringe, et le succès moindre des communistes dans ces Etats. Nouvelle preuve concluante de ce que la politique « saxonne » du groupe Brandler a été opportuniste et fautive et de ce que la majorité de gauche du P.C.A. et l'Exécutif de l'I.C. ont eu absolument raison de condamner cette politique « saxonne ». En Saxe et en Thuringe, où les communistes tendaient à un pacte politique avec la social-démocratie, les masses ouvrières se trouvaient en présence d'une social-démocratie de gauche, qui procurait à la social-démocratie — tout court — un certain lustre aux yeux des ouvriers. Les partisans du camarade Brandler, par leur tactique imprécise et teintée d'opportunisme, n'ont pas réussi à conquérir les ouvriers social-démocrates ; mais ils ont sensiblement amoindri l'influence du Parti sur les couches révolutionnaires du prolétariat.

Le troisième fait qui mérite d'être souligné, c'est l'accroissement colossal de l'influence communiste dans les centres aussi importants que Berlin et Hambourg. De là ressort encore l'énorme faute du groupe Brandler qui, dirigeant pendant trois ans le parti, ne sut pas établir le contact avec les sections de Berlin et Hambourg, organisations les plus importantes du Parti, et ne comprit pas que le sort de la révolution se déciderait dans ces deux centres.

Dans un article sur *La Situation dans le P.C.A.*, publié en mars dernier, nous exprimâmes pour l'avenir du P.C.A. les craintes que nous inspiraient les violentes discussions en cours à cette époque dans le Parti. Le congrès illégal de Francfort a prouvé que la situation intérieure du Parti était meilleure qu'on ne s'y attendait. Il y a moins de raisons d'être pessimiste à son égard que nous ne l'avions cru. Le Parti a déjà manifestement rectifié sa ligne dans la question syndicale. Les impatiences qui faisaient craindre une scission immédiate dans les syndicats, constituaient pour lui le plus grand danger. Les camarades qui ont pris part au congrès de Francfort, sont unanimes

à affirmer que la composition du congrès était excellente, la grande majorité des délégués ayant été formée de prolétaires en contact étroit avec les masses. La ferme condamnation par l'Internationale Communiste de la soi-disant « nouvelle tactique » syndicale (sortie des militants des syndicats) a été appuyée par la majorité écrasante du congrès. Le nouveau Comité Central adopte — a en juger par ses dernières déclarations — dans cette question un point de vue identique dans son essence avec celui de l'Internationale.

Au travail

La tâche principale incombant actuellement au nouveau Comité Central, c'est de mettre un terme à la lutte des fractions, en rendant possible aux meilleures forces des anciennes fractions la participation au travail du Parti qui doit se mouvoir sur une ligne juste ; une autre tâche c'est de rendre inoffensives les tendances d'« extrême gauche », que le Comité Central avait raison de caractériser comme des tendances à la passivité.

Commencer une action politique de grande envergure, voilà le devoir principal du Parti. Les élections ont créé une situation favorable. Quel que soit le gouvernement qui se formera en Allemagne (peu importe qu'il sorte de la « grande coalition » ou qu'il soit formé par le bloc des partis de droite) une chose est claire : c'est qu'aucun gouvernement bourgeois ne pourra se maintenir longtemps au pouvoir. L'erreur de ceux qui ont prétendu que le fascisme triompherait en Allemagne, apparaît maintenant évidente. La situation se prolongera indécise. La solution des problèmes internationaux par la méthode préconisée par le Comité des Experts est rendue improbable par les élections allemandes comme par les événements qui se déroulent en France. Même si, d'ailleurs, cette « solution » était acceptée, la situation s'avèrerait en peu de temps de nouveau intenable. L'Allemagne n'a pas d'autre issue que la révolution prolétarienne. Les résultats des élections le prouvent une fois de plus.

Un large champ d'action s'ouvre devant le P.C.A. Les adhérents au Parti et les travailleurs révolutionnaires en général prennent de plus en plus conscience de leur force. Tout travailleur révolutionnaire se dira désormais : Nous sommes 4 millions à adhérer à la révolution prolétarienne.

Les luttes économiques s'élargissent. Les questions politiques s'aggravent.

Nous recommandons au P.C.A. de pénétrer plus profondément encore dans les masses. Le travail des communistes dans les syndicats doit être intensifié. Il faut créer — non seulement sur le papier, en réalité ! — un vaste réseau de fractions communistes dans les syndicats. Il faut que l'action du Parti se fasse réellement sentir dans les comités d'usines où l'influence communiste, si grande, doit être affermie. Le Parti doit être réorganisé sur la base des cellules d'usines.

Ce n'est qu'à cette condition que le P.C.A. pourra inaugurer une période vraiment nouvelle de son histoire. Ce n'est qu'à cette condition que nous arriverons à établir *par en bas* l'unité de la classe ouvrière — au lieu d'engager, comme naguère, des pourparlers sur un front unique qui, dans la pensée de ses promoteurs, aurait surtout dû s'établir par en haut.

Le Parti doit, en effet, se familiariser avec l'idée de travailler d'une manière tout autre que par le

pasé. Son cours nouveau ne doit pas se traduire uniquement par la publication d'articles d'une allure fort radicale. Le Parti doit se mêler à la vie, le Parti doit se situer au centre des luttes politiques et économiques. Il tient un des postes les plus importants de la révolution mondiale. Il a aussi des assises si solides que ni les fautes des chefs, ni les crises intérieures ne peuvent compromettre sérieusement sa robuste santé.

Nous souhaitons aux communistes allemands d'en finir au plus tôt avec leurs longues discussions intérieures. Leurs difficultés sont grandes, mais puissantes est l'esprit révolutionnaire qui anime le prolétariat allemand. Le travail de l'avant-

garde allemande du communisme retient toute l'attention de l'Internationale. Malgré la brillante victoire électorale ou plutôt précisément à cause de cette victoire, la bourgeoisie allemande, de concert avec la social-démocratie contre-révolutionnaire, peut tenter demain de condamner de nouveau le P.C.A. à l'illégalité. Quelles que soient les mesures que les ennemis du prolétariat allemand pensent prendre contre le P.C.A., elles tourneront toujours, en fin de compte, à l'avantage de la révolution prolétarienne.

Le Parti communiste allemand est à son poste.

G. ZINOVIEV.

Le Parti Communiste et le Mouvement Syndical en Allemagne

(Thèses adoptées par le Congrès du Parti, tenu à Francfort en avril 1924)

1. La situation des travailleurs allemands est plus difficile qu'elle ne l'a jamais été. Les conditions de travail et les salaires du prolétariat allemand sont parmi les plus mauvais de tous les pays capitalistes. Les faits suivants caractérisent bien cette situation présente : des millions de chômeurs totaux ou partiels, des salaires de coolies, la suppression des huit heures et l'introduction de la journée de 10 et 12 heures, la limitation des droits des conseils d'usines, la destruction des lois de protection du travail et des conquêtes sociales, les travaux forcés et les allocations de famine pour les sans-travail. C'est ainsi que la bourgeoisie allemande, avec l'aide de la social-démocratie et de la bureaucratie syndicale, exerce sa dictature économique et politique.

2. La social-démocratie et la bureaucratie syndicale réformiste portent pour la plus grande part la responsabilité de cet état de choses. Ce sont les dirigeants de ces deux organisations qui, par leur politique de collaboration des classes et de coalition avec la bourgeoisie, ont empêché la classe ouvrière de suivre la seule voie qui était capable de tirer de la situation créée par la guerre mondiale, la voie de la Révolution prolétarienne, et ont soutenu le capitalisme dans l'établissement de sa dictature.

Les réformistes ont cherché à dissimuler leur trahison systématique du prolétariat sous des phrases comme celle-ci : « L'intérêt général prime l'intérêt des travailleurs. » Ces mots mensongers n'ont jamais servi à rien autre qu'à masquer leur politique favorable à la reconstruction capitaliste et leur lutte contre l'inévitable dictature prolétarienne : à l'heure présente, ils ont pour but de cacher une ligne d'action visant à la reconstruction nationale sur la base du programme de Stinnes. Par cette tactique contre-révolutionnaire, les réformistes ont contribué au désarmement de la classe travailleuse, à la répression sanglante des mouvements prolétariens, à la mutilation des droits ouvriers, à l'abaissement des salaires et à la suppression de la journée de huit heures. Ils se mettent complètement au service de l'Etat capitaliste. En tant qu'exécuteurs du traité de Versailles, ils tentent de résoudre la question des réparations aux frais de la classe ouvrière. C'est dans ce but qu'ils ont adopté la loi des pleins pouvoirs, voté pour l'état de siège et remis toute la puissance aux mains du général von Seeckt.

Les réformistes font la scission

3. Afin de mieux pouvoir briser la résistance des travailleurs contre cette néfaste politique, les chefs jaunes des syndicats ont commencé une offensive générale et brutale contre l'opposition syndicale révolu-

tionnaire. Plus cette opposition grandit, plus ils procèdent avec insolence et brutalité. Ils dénoncent les ouvriers révolutionnaires auprès des patrons et de la police. Ils se moquent de la volonté de lutte des travailleurs et foulent au pied toute démocratie prolétarienne au sein des organisations syndicales.

Ils organisent méthodiquement le sabotage des grèves et expulsent des fédérations les combattants sincères de la lutte de classes.

Là où ils ne réussissent plus à « épurer » par la violence les syndicats des éléments révolutionnaires, ils passent à la scission des organisations. C'est de cette manière qu'ils achèvent le processus d'anéantissement du caractère lutte de classe des syndicats. La bureaucratie syndicale s'efforce de transformer les organisations de la lutte de classes en associations jaunes, amies du capitalisme. Cet esprit contre-révolutionnaire s'est révélé ouvertement aux larges masses prolétariennes à l'occasion de la grève du mois d'août 1923 (chute de Cuno) et de la défaite d'octobre.

4. A la suite des trahisons continuelles des dirigeants syndicaux et dégoûtés par leur politique ; d'autre part, en raison de l'impuissance des syndicats à mener même des luttes économiques et à accorder aux ouvriers un soutien financier ; en conséquence, enfin, d'un chômage gigantesque, des millions de travailleurs ont quitté leurs organisations. Mais ces *non-organisés*, dans leur majorité, ne sont plus comme autrefois simplement des indifférents. La crise syndicale prend une sérieuse acuité, étant donné la politique scissionniste criminelle des Amsterdamistes, qui cherchent, par des *exclusions en masse*, à empêcher la meilleure partie de la classe ouvrière d'insuffler au mouvement syndical un esprit révolutionnaire.

Le danger est d'autant plus grand que les organisations jaunes et « voelkisch » (fascistes) commencent à déployer une agitation systématique parmi les masses. La croissance du mouvement voelkisch est à porter au compte de la politique criminelle de la bureaucratie syndicale. Comme le montrent les élections aux conseils d'usines, les voelkisch organisés ont leurs propres listes ; en beaucoup d'endroits, ils se sont déjà infiltrés dans le mouvement ouvrier. Les non-organisés commencent, d'autre part, à constituer des organisations de métiers, des corporations, quelquefois en accord avec les travailleurs qui étaient restés dans les syndicats et à qui l'impatience révolutionnaire fait croire que, par ce moyen, ils peuvent mieux servir la classe ouvrière. Ces travailleurs de mentalité révolutionnaire sont exploités par des éléments anarchistes, syndicalistes localistes adversaires de la Révolution et du communiste. (Union des Tourneurs à Berlin, Union de la mécanique de précision, etc.)

Tous les communistes doivent lutter énergiquement

contre ces dangers. Mais, ce qui est plus grave, c'est que les batailles de l'avenir sont rendues plus difficiles par le nombre énorme de travailleurs appartenant aux organisations syndicales ou en dehors d'elles, qui tombent dans l'indifférence. C'est pourquoi, si le Parti ne sait pas opposer à la trahison des Amsterdamistes une politique syndicale active, s'il subit la tactique scissionniste et ne réagit pas contre les provocations de ces gens-là, les périls qu'engendre le mouvement voelkisch grandiront rapidement. Il serait alors facile aux organisations fascistes, jaunes, localistes, corporatistes d'attirer à elles une partie des non-organisés et de les entraîner dans une voie contraire à la Révolution.

Pour l'unité syndicale

5. Les modifications de la situation dans le mouvement ouvrier et dans les syndicats placent les communistes en face de tâches nouvelles et difficiles. Elles les placent en face de ce double devoir : renforcer le travail des noyaux communistes au sein des syndicats et grouper, organiser les non-syndiqués, les exclus et ceux qui ont délaissé les organisations.

Le Congrès du Parti proclame avec vigueur qu'*aucun communiste n'a le droit de quitter son syndicat sans l'autorisation du Comité Directeur du Parti. Au contraire, tout adhérent au Parti doit être en même temps membre d'un syndicat*, dans le but d'y faire se dresser les travailleurs organisés contre les Amsterdamistes et de les amener à la tactique révolutionnaire.

Le Congrès déclare que le Parti ne permettra pas à ses membres d'avoir une ligne de conduite personnelle, privée, anarchiste dans les syndicats. Il se prononce catégoriquement contre les gestes malencontreux de ses adhérents qui se laissent provoquer par les partisans d'Amsterdam et qui, poussés par leur impatience révolutionnaire, choisissent la ligne de moindre résistance, sortent des syndicats et se mettent à fonder des organisations parallèles.

Le Congrès du Parti demande à tous les communistes de mener une lutte énergique et résolue contre la scission et contre les scissionnistes réformistes. Aucune provocation, aucune persécution ne doivent pousser les communistes à quitter volontairement les syndicats. Le Parti tout entier s'élève avec énergie contre les tendances à la sortie des syndicats, qui n'aboutissent qu'à désorganiser le prolétariat et portent un grave préjudice à la préparation de la révolution.

Les communistes sont plus que jamais contre la scission et combattent la tactique divisionniste des social-démocrates, alors même qu'ils ont déjà été exclus par ces derniers des organisations syndicales. La défense de l'unité syndicale est d'une importance primordiale dans la période de l'offensive capitaliste et des progrès de la réaction.

Quitter une fédération réformiste sans lutte — une lutte ne pouvant être menée qu'en rangs serrés avec les camarades révolutionnaires — c'est désertier. Il faut faire l'impossible pour gagner les masses organisées syndicalement à la lutte révolutionnaire ; pour arracher aux chefs jaunes des sections locales et des fédérations entières et pour les empêcher de transformer les syndicats en organisations de briseurs de grèves. Ne pas travailler dans les syndicats signifie livrer volontairement ces derniers et les prolétaires qui y sont groupés aux mains des jaunes criminels.

Le Congrès du Parti reconnaît en même temps que les méthodes employées jusqu'ici en vue de la conquête des syndicats et de la révolutionnarisation des masses organisées syndicalement se sont révélées totalement insuffisantes, qu'elles ont donné lieu à des déviations opportunistes, et que ces méthodes auraient dû être modifiées et élargies selon la situation. Les communistes doivent repousser de la manière la plus vigoureuse toute attaque des réformistes contre l'opposition, lutter avec la dernière énergie contre les exclusions en masses mises en jeu de plus en plus fréquemment par les bureaucrates et contre la scission vers laquelle le Parti tout entier doit œuvrer pour la transformation du mouvement syndical allemand, réduit par les réformistes au rôle d'instrument de la reconstruction capitaliste, en un instrument de la Révolution sociale.

Pour l'organisation des exclus et des non-organisés

Ce n'est que par la mise en œuvre d'une tactique vraiment révolutionnaire et en s'y donnant de toutes leurs forces que les communistes pourront s'opposer à la catastrophe qui menace le mouvement syndical.

Aussi le Parti, en même temps qu'il se livre à son travail syndical, doit-il commencer une besogne indispensable et acharnée dans les usines, afin de grouper les non-organisés, les exclus et les démissionnaires des syndicats. Tous ceux qui ont été et sont encore expulsés par les scissionnistes d'Amsterdam doivent être organisés nationalement. Mais c'est seulement là où les Amsterdamistes ont déjà procédé à la scission et où les travailleurs exclus constituent des organisations de masses, qu'après un examen approfondi de la situation le Parti pourra fonder des organisations d'industries (comme c'était le cas à Ludwigshafen, par exemple).

Les Amsterdamistes portent la responsabilité de toutes les scissions. Le Parti a le devoir de montrer aux masses les graves dangers qu'entraîne la scission, et doit les garder de cette illusion que les organisations d'industries, en elles-mêmes, c'est-à-dire simplement parce qu'elles sont des organisations nouvelles, pourraient apporter à la classe ouvrière une amélioration de ses conditions de vie. La victoire ou l'échec ne dépendent pas de la seule forme d'organisation des fédérations syndicales, bien qu'une forme meilleure que la précédente soit en mesure de faciliter et de faire progresser les batailles ouvrières.

Les communistes doivent également faire comprendre clairement aux masses que le succès dans la lutte n'est pas garanti uniquement par l'emploi d'une bonne stratégie syndicale révolutionnaire. Il n'existe pas de stratégie révolutionnaire qui porte en elle une victoire certaine. La défaite ou la victoire du prolétariat dépendent de circonstances nombreuses, mais en particulier de la participation plus ou moins active des larges masses à la lutte.

Le groupement des non-organisés doit être entrepris par le Parti de façons diverses, suivant les conditions locales et particulières. Le travail parmi les non-organisés doit être mené par le moyen des Conseils d'usines dans l'industrie, des Conseils de chômeurs et des Comités de tarifs chez les ouvriers agricoles. Dans des réunions convoquées par ces organismes, il faut discuter avec les non-organisés des moyens de mettre fin à la misère politique et sociale de la classe travailleuse. Les ouvriers que l'on aura ainsi pu toucher devront être groupés par industrie par les Conseils d'entreprises ; ils éliront des délégués qui seront en contact étroit avec les hommes de confiance révolutionnaires des travailleurs organisés syndicalement et qui cèderont si des combats doivent être engagés et comment on doit les poursuivre.

Le travail parmi les chômeurs constitue une part particulièrement importante de la tâche communiste du groupement des non-organisés. Leur grand nombre, le chômage devenu permanent, l'insuffisance flagrante des secours, l'obligation au travail qu'on leur impose font des chômeurs un grave danger pour le mouvement syndical. L'existence d'une armée de réserve industrielle forte de plusieurs millions d'hommes pèse sur les conditions de vie du prolétariat. Au cours de l'offensive capitaliste, les sans-travail peuvent devenir objectivement une troupe auxiliaire du patronat. Ils sont un véritable réservoir de briseurs de grèves et un moyen d'abaisser les salaires et de prolonger la journée de travail. Leur misère fait d'eux un jouet de la réaction et des voelkisch.

Le Congrès du Parti fait une obligation aux organisations de lever une digue devant ce danger en constituant des conseils révolutionnaires de chômeurs et en maintenant une liaison étroite entre les sans-travail et le reste du prolétariat.

Toute l'opposition doit se grouper nationalement

6. Afin que le P. C. A. puisse accomplir ses tâches au sein des syndicats et hors de ces derniers, il est nécessaire qu'il groupe pour un travail commun toutes les organisations syndicales, locales, départementales

et centrales qui sont sous l'influence des communistes ou sous la direction de l'opposition, de même que les Fédérations révolutionnaires indépendantes et les conseils d'entreprises révolutionnaires. Le P. C. A. ne pourra toucher et influencer les non-organisés qu'en liaison complète avec ces organisations syndicales et les noyaux syndicaux oppositionnels. Le but de ce travail commun doit être de *déterminer et de faire adopter une ligne révolutionnaire dans l'ensemble du mouvement syndical, dans la préparation, le soutien et la poursuite victorieuse de toutes les luttes contre le patronat*, et de permettre une action commune contre les traîtres et les diviseurs du mouvement ouvrier. Le groupement s'effectue localement par les cartels rouges, départementalement pour les Comités de département (Bezirksausschüsse). Il y a lieu de créer également un cadre national pour l'ensemble de l'opposition.

7. En liaison avec ces tâches déjà exposées, le P.C.A. doit développer parmi les masses travailleuses une propagande intense en faveur de la transformation systématique et méthodique des formes actuelles d'organisation du mouvement syndical allemand. Il s'agit de créer, au lieu de la multiplicité de Fédérations existant aujourd'hui, une organisation unique, construite sur la base de l'entreprise, divisée en groupes par branches de production, c'est-à-dire un groupement de Fédérations d'industries avec une direction centrale de lutte.

A ce propos, il est nécessaire d'insister particulièrement sur cette idée que les conseils d'usines doivent devenir la base fondamentale du mouvement syndical. Les conseils d'usines sont le lien vivant entre l'organisation et les masses et c'est par leur intermédiaire que ces dernières doivent devenir les soutiens actifs du mouvement.

8. Le Congrès du Parti charge la Centrale de donner immédiatement des directives concernant la mise en pratique des mesures décidées dans la présente résolution ; le travail parmi les non-organisés en particulier doit être commencé sans aucun délai...

Convocation d'un Congrès ouvrier National

Le Congrès est d'avis qu'un Congrès Ouvrier doit être organisé afin de rassembler toutes les forces divergentes de la classe travailleuse, d'édifier une base solide d'action commune et de préparer le prolétariat aux luttes prochaines inévitables. Seront représentés à ce Congrès les syndiqués révolutionnaires, les conseils d'usines, des délégués des ouvriers révolutionnaires organisés des grandes entreprises ainsi que des délégués des plus importants conseils de chômeurs. Le Congrès doit être l'occasion d'unir les millions d'ouvriers qui veulent lutter pour se sauver de l'esclavage que le capital leur impose.

La Question Allemande devant le Parti Français

Les thèses du C.D. actuellement en voie d'examen devant les fédérations du Parti ont été rédigées à la fin du mois de février. Elles restent justes et d'accord avec les vues de l'Internationale sur tous les points. Mais, depuis, les événements ont marché, surtout en Allemagne, et la situation au sein de notre parti-frère s'est modifiée. Le texte ci-dessous est proposé par le Bureau Politique comme complément aux thèses du C.D. et en conformité absolue avec la ligne politique de la direction du Parti sur la question allemande.

Le Parti communiste allemand a traversé en 1923 une pénible crise. Le désir de lutte de l'avant-garde, le mécontentement des larges masses, la désagrégation de la classe dominante, la guerre de la Ruhr, la misère, le chômage et la crise financière mettaient à l'ordre du jour la résistance révolutionnaire à l'offensive de la réaction et la prise du pouvoir. La renonciation à toute lutte provoqua une déception profonde dans le Parti et amena sa division en trois fractions. Le P.C.A. a condamné à l'unanimité la droite pour son refus de reconnaître les fautes commises et d'en tirer toutes les déductions nécessaires. Dans une longue discussion le P.C.A. a dressé son bilan, bilan profondément instructif pour toutes les sections de l'I.C. Le pessimisme des camarades prédisant la perte par le Parti de son caractère de masse, la scission désastreuse des syndicats et presque l'effondrement du Parti lui-même n'était en définitive que la crainte du nouveau cours du Parti.

Le P.C.A. a nettement viré à gauche ; il a condamné les fautes commises dans l'application du front unique en Saxe et en Thuringe par suite de la renonciation à la lutte et de l'incapacité de la direction antérieure à consolider le Parti. A ce tournant, un petit groupe du Parti a, par déception et pour réagir contre les survivances réformistes et les fautes tactiques, répondu par la renonciation à toute tactique, par le rejet de la tactique du front unique, par une tentative de révision du léninisme, par une tendance à céder

aux velléités scissionnistes des ouvriers déprimés par le chômage et indignés contre la bureaucratie syndicale contre-révolutionnaire.

Le Congrès de Francfort, avec l'appui du C. E. de l'I. C., a entrepris la lutte contre les déviations ultra-gauches, le pessimisme se dissimulant sous une phraséologie révolutionnaire, la désagrégation ou simplement les déviations menchevistes. Les succès formidables du Parti Communiste allemand qui a réuni aux élections 4 millions de voix, qui a déployé la plus grande activité au cours des grèves et qui mène les ouvriers à la lutte contre le fascisme, ont atténué le danger d'extrême-gauche et relevé l'influence et l'autorité du Parti. Le Congrès de Francfort et le Comité Central qu'il a élu ont, avec l'aide du C. E. de l'I. C., entrepris une lutte méthodique contre toute tentative d'introduire, sous le couvert de phrases révolutionnaires, la scission dans les syndicats, de renforcer la position de la bureaucratie syndicale traîtresse dont la faillite est maintenant avérée. Le danger de scission, résultat des manœuvres de la bureaucratie syndicale, a été surmonté grâce à la position nette et ferme du P. C. A.

Dans la tactique du front unique, le P. C. A., en dépit de quelques hésitations, suit la ligne de l'Internationale Communiste.

Le coup de barre à gauche du P. C. A. a été une nécessité en même temps que l'expression de la croissance de la conscience révolutionnaire dans les masses prolétariennes. La tâche du 5^e Congrès est de mettre sous les yeux de toutes les sections de l'I.C. l'expérience de l'année 1923 en Allemagne, de surmonter définitivement les dangers d'extrême-gauche, de consolider définitivement le Parti et d'aider tous les membres du P. C. A. à organiser la lutte commune avec les Partis communistes de France, d'Angleterre, de Pologne et de Tchéco-Slovaquie, contre la paix de Versailles, la journée de dix heures et l'action fasciste.

Dans la Ruhr, le Comité d'Action commun des Partis communistes français et allemand doit travailler méthodiquement sous le contrôle du C. E. de l'I. C.

Le Bureau Politique du Parti.

LA RUSSIE DES SOVIETS

Production des combustibles

L'exploitation du charbon dans tous les trusts a été, au cours des six premiers mois de l'année 1923-1924, de 362.178.000 pouds bruts. La consommation pour les besoins techniques était de 69,1 mille pouds — 7 % de la production brute — ce qui indique une diminution considérable par rapport à l'année passée. L'exportation totale du charbon des régions minières s'élève à 203 millions de pouds, contre 187,8 millions au cours de la période précédente. Malgré l'augmentation de l'exportation, les entreprises ont des stocks considérables, s'élevant en 1919 à 9 millions de pouds.

L'industrie houillère dans le Bassin du Donetz, au mois de mars

L'activité dans le bassin du Donetz, au mois de mars, est caractérisée par les luttes contre les tourbillons de neige, ce qui explique une certaine diminution de la production.

La production de la houille, dans le Donetz, pour les trois premiers mois de l'année, se présente comme suit :

Mois	Pouds
Janvier	61.986.000
Février	61.696.000
Mars	59.241.000

Les dépenses en charbon, pour les besoins de l'industrie elle-même, constituent, au mois de janvier 20 % de la production, en février 19,4 % et au mois de mars — 20,3 %.

Le nombre des ouvriers occupés dans cette industrie, au cours de ces trois mois, est :

	Mars	Février	Janvier
Abatteurs	20.885	20.996	21.588
Ouvriers occupés aux travaux souterrains	57.636	59.617	62.627
Ouvriers travaill. à la surface	59.893	59.182	58.057
Total	138.414	139.795	142.272

La diminution de la main-d'œuvre s'explique par le reflux des ouvriers à la campagne, au moment de la période du travail aux champs.

Production métallurgique

Les chiffres de la production du trust « Yougostal » au cours des six premiers mois de l'année 1923-1924 sont démontrés par le tableau ci-dessous (en millions de pouds) :

Fonte	7,8
Acier	9,0
Métaux laminés	6,0
Charbon	46,8
Total	69,6

L'exportation des produits du pétrole

Au cours des six premiers mois de l'exercice actuel, le Naphtsyndicat (Syndicat du Pétrole) a vendu à l'étranger plus de 50 millions de pouds de produits de pétrole, dont plus de 20 millions de pouds de pétrole brut, 10 millions de pouds de benzine, 11 millions de pouds d'huiles, 3 millions de pouds de naphte paraffiné, 3 millions de mazout combustible, etc. Il y a tout lieu d'espérer, d'après la marche de la vente, qu'on réussira à vendre, au cours de l'année actuelle, environ 60 millions de pouds, ce qui, par rapport au temps d'avant-guerre, présentera une augmentation de 4 millions de pouds.

On a expédié à l'étranger, au cours de ces mêmes six mois, environ 16 millions de pouds de produits de pétrole, dont la majeure partie est le pétrole brut.

Les consommateurs importants des produits de pétrole de l'U.R.S.S. sont : la maison italienne « Utenti-Nafta », la firme belgo-hollandaise « Belgpetrole », la maison anglaise « Asiatic-Petroleum », la maison française « Bosphore-André », les maisons allemandes « Fanto », « Ernest Schlimann », « Hugo Stinnes », des maisons austro-hongroises et autres.

Afin de développer les exportations des produits du pétrole de l'U.R.S.S., le Naphtsyndicat a entrepris la construction d'entrepôts de produits naphlifères dans les centres importants de vente. En plus, on a commencé des travaux en vue de perfectionner le mécanisme d'exportations dans les ports expéditeurs de produits de pétrole : à Batoum et Novorossisk. On se propose d'exporter le pétrole d'Emba, par Léningrad, ce qui doit contribuer grandement au développement du commerce avec la Suède, la Norvège, le Danemark, l'Esthonie, la Lettonie et la Lituanie.

Les opérations de vente du Trust Forestier du Nord (« Severoles »)

Le Trust Forestier « Severoles » a vendu, jusqu'à ce moment, du bois rond et taillé devant être expédié au cours de la navigation 1924, pour une somme de 495.000 livres sterling.

Quant aux matériaux sciés, on en a vendu 37.000 standards, dont 30.000 pour l'ouverture de la navigation. La valeur totale de ces produits sciés est de 500.000 livres sterling. Ainsi, le Severoles a vendu pour environ 1 million de livres. Des pourparlers sont en cours, en vue d'une vente de 15.000 standards de plus.

Le tonnage du bois rond et taillé est entièrement affrété. Celui du bois scié est provisoirement remis, les tarifs, augmentés par les propriétaires de vapeurs, étant particulièrement élevés.

L'industrie soviétique aux foires baltiques

Au cours du présent été, de nombreuses foires-expositions auront lieu dans les pays baltes : à Reval, du 14 au 16 juin ; à Helsingfors, du 1^{er} au 6 juillet ; à Riga, du 20 au 30 août.

Le Conseil Supérieur de l'Economie Nationale, par un décret spécial, recommande à tous les trusts, syndicats et autres organes économiques, de prendre part à ces expositions et foires en y envoyant les échantillons de l'industrie soviétique.

Les demandes importantes de machines agricoles en Sibérie

Suivant les données du département agricole de Sibérie, les demandes de machines et outils agricoles, chez les paysans sibériens, se sont accrues considérablement ces temps derniers. Au cours des deux mois et demi derniers, on a acheté des machines agricoles pour 800.000 roubles. Sont surtout demandées les turbines à vapeur qui servent à remplacer, dans les moulins de campagne, l'ancien système de roues. On demande aussi beaucoup la fourniture de matériaux en vue de la construction de nouveaux moulins et de la restauration des anciens.

Mouvement du port de Léningrad

La passe du port de Léningrad (canal de mer) a une profondeur de 28 pieds.

Le port a place pour 120 bateaux ; au cours d'une navigation il peut être visité par 1.500 bateaux. Le mouvement commercial du port, qui se trouve de nouveau à l'état d'avant-guerre, pourrait atteindre 325-350 millions de pouds de marchandises diverses. Le plan de 1924 prévoit les quantités suivantes de marchandises (en pouds) :

Exportation	
Céréales	50.000.000
Bois	45.000.000
Vieux métaux	3.000.000
Fibres	2.000.000
Produits bruts	6.600.000
Marchandises diverses	400.000
Total	107.000.000
Importation	
Charbon	10.000.000
Matières brutes pour l'industrie	13.280.000
Autres marchandises	400.000
Total	23.680.000

La prolétarianisation de l'enseignement supérieur

Le commissariat de l'Instruction publique a fixé à 13.600 le nombre des étudiants à recevoir cette année dans les établissements d'enseignement supérieur de la Grande Russie (R. S. F. S. R.). Les difficultés matérielles ont obligé cette année le Commissariat de l'Instruction Publique à restreindre fortement le nombre de places vacantes dans les universités qui, l'année dernière, avaient pu recevoir 38.000 nouveaux étudiants et, en 1922, 45.000.

Ne seront admis cette année dans les établissements supérieurs industriels et techniques que les étudiants diplômés sortis des facultés ouvrières :

Un règlement spécial établit comme suit la répartition des places restées vacantes après admission des étudiants sortis des facultés ouvrières.

A la disposition du P. C. R. 25 % ; du Conseil Central des Syndicats 30 % ; des Jeunesses Communistes (Comité Central), 15 % ; des paysans pauvres, soldats démobilisés et invalides de guerre, 15 % ; des élèves des écoles du second degré remarquables par leurs aptitudes, 10 % ; des Républiques Soviétistes autres que la R. S. F. S. R. (Grande Russie), 5 %.

L'enseignement universitaire est ainsi exclusivement réservé aux fils de travailleurs.

L'admission aux Facultés ouvrières

L'admission aux Facultés ouvrières est réglée par un nouveau règlement d'après lequel le postulant doit être âgé de 18 ans au moins et de 30 ans au plus et doit, ouvrier ou agriculteur, avoir travaillé de son métier 3 ans au moins s'il a 18 à 20 ans ; 4 ans s'il a 20 à 25 ans ; 6 ans s'il a 25 à 30 ans.

De l'Activité du P. C. Britannique

L'unité de front

Dans les activités électorales et industrielles, de même que dans toutes les relations politiques avec les organisations non-communistes, les membres du P. C. ont eu une tendance à perdre leur identité comme membre du Parti et de subordonner l'organisation du Parti à la poursuite de la politique de l'unité de front. Dès le mois de février 1923, le Conseil du Parti a signalé les dangers de cette attitude, résultant d'une mauvaise appréciation du front unique. L'agitation particulière du Parti en a été affaiblie et subordonnée aux activités des groupes « sans-partis », la critique des autres partis a été supprimée et même, jusqu'à un certain point, les principes communistes ont été oubliés. Ces erreurs sont apparues clairement dans le travail du Parti, dans les Trade Unions, dans les mines, etc.

Le Comité du Parti s'est efforcé de redresser ces erreurs et a rappelé sans cesse que le front unique signifiait le front unique de tous les ouvriers, sans distinction de parti et d'organisation, contre les capitalistes et leurs gouvernements, sur des demandes élémentaires pour lesquelles tous acceptent une lutte immédiate. Mais l'agitation pour ces demandes immédiates ne doit pas obscurcir la position du Parti.

Activité internationale

Le Comité Central reconnaît qu'il reste beaucoup à faire pour assurer une coopération effective entre les Partis communistes des pays de l'Europe Occidentale.

Pendant les événements qui ont abouti à l'occupation française de la Ruhr, le Parti a participé à plusieurs conférences pour examiner la politique du Parti envers les militaristes français. La politique du P. C. à l'égard de l'occupation de la Ruhr a été définie dans un manifeste publié le 3 février 1923.

L'activité syndicale

L'activité syndicale est loin d'avoir donné entière satisfaction. Depuis le Congrès de Battersea (octobre 1922), il y a eu de continuel change-

ments dans la composition du Comité industriel ; la constitution de noyaux n'a pas été suffisamment effective. D'autre part, les membres du Parti n'ont pas encore compris la nécessité et l'importance des Trade-Unions et des Trade-Councils pour y poursuivre l'activité du Parti et faire des rapports sur les résultats de leur travail. Là où cette organisation a été réalisée, on a pu constater le travail efficace des communistes et, en même temps, la croissance de l'influence du Parti à l'intérieur du mouvement trade unioniste.

Dans cette voie, le Parti a eu surtout beaucoup de bonnes intentions. Il a bénéficié de l'expérience et des erreurs commises. Durant les derniers mois, la situation s'est grandement améliorée ; un contact plus intime s'est établi entre le Centre du Parti, les districts et les groupes divers. Cependant, l'organisation de détail n'est pas encore mise au point.

Le nombre de communistes qui occupent des fonctions officielles dans les Trade Unions a augmenté ; ils restent en contact intime avec le Parti. Il se présente cependant des cas où des membres du Parti, une fois installés dans des fonctions, par l'appui des noyaux communistes, montrent une tendance à abandonner à la fois leur identité de communiste et leur activité communiste. Le Parti doit voir à ce que les fonctions conquises dans le mouvement trade unioniste le soient non pour des individualités, mais pour le Parti. Le Comité Industriel reconnaît que son action la plus faible est celle dans les usines. Il se présente des difficultés que le Parti doit à tout prix surmonter.

Parmi les bons résultats obtenus par la propagande à l'intérieur du mouvement trade unioniste, on peut citer les mineurs. Plusieurs régions charbonnières ont repris maintenant à leur compte des demandes émanant à l'origine du P. C. Le travail a également donné de bons résultats dans les Unions de mécaniciens et de cheminots et à l'intérieur de la *General Workers Union* et de l'*Union des Ouvriers généraux et des Transports*.

Le P. C. anglais a pris une part importante dans toutes les grèves qui ont éclaté au cours de l'année (cheminots, ouvriers des tramways, dockers, etc.).

Pendant la grève des dockers, le Parti a orga-

nisé une campagne de publicité pour le Comité non officiel de grève et publié une édition quotidienne spéciale du *Workers Weekly*. La campagne ne cesse pas parmi les dockers, et ses effets sont apparus lors du Congrès des dockers, où plusieurs propositions faites par le Parti furent adoptées.

Le Congrès des Trade Councils de Birmingham a été un succès pour le Parti. A présent, il s'efforce de faire mettre à l'ordre du jour du prochain Congrès des Trade Unions plusieurs résolutions.

En collaboration avec l'Internationale Syndicale Rouge, le Comité Industriel du Parti a publié des programmes pour les ouvriers en Bâtiment, les métallurgistes, les ouvriers de la Voiture, du textile, les cheminots, et ces programmes ont formé la base d'une très grande activité des communistes dans toutes ces unions. Le Parti gagne rapidement en influence à l'intérieur du mouvement des Trade Councils.

Education communiste

Des écoles de propagandistes ont été créées dans chaque district, mais avec des résultats différents. Alors qu'elles ont été un succès à Londres et à Glasgow, elles n'ont pas donné d'aussi bons résultats partout. Cela provient du manque de professeurs compétents, du manque d'examineurs, de l'étendue de certains districts empêchant de réunir les membres.

Le Comité d'Education du Parti a été un succès complet. Les syllabus adressés aux diverses écoles de propagandistes ont été largement discutés. Un manuel assez complet a été élaboré ; il sera d'un grand secours pour les groupes de propagandistes. Des cours spéciaux sont en préparation pour propagande dans les Trade Unions, les coopératives, les sections du Labour Party. Un syllabus à l'usage des groupes de femmes est en voie d'examen. Le Parti doit entreprendre à l'avenir l'organisation de cercles de discussions parmi les ouvriers « sans-partis ». L'élaboration de leçons spéciales pour les nouveaux membres du Parti qui n'ont jamais été associés au mouvement travailliste est actuellement à l'étude.

Propagande et agitation

Le développement du journal du Parti (*The Workers Weekly*) est intimement lié à la propagande du Parti. Son succès a été surprenant.

Après quelques semaines, son tirage fut de 50.000 et actuellement il atteint 60.000, et cela malgré un boycottage systématique, sans publicité et avec des moyens extrêmement réduits. C'est un résultat dont le Parti peut être fier. L'association intime entre le journal et les ouvriers a été établie ; c'est sans doute la première expérience, sur large échelle, dans l'Internationale, en dehors de la Russie, d'un journal presque entièrement fait par des lettres d'ouvriers. Durant la première année de l'existence du journal, plus de 2.500 lettres et rapports, venant d'ouvriers, ont été reçus. 894 ont été publiés presque en entier et 755 ont servi à des articles ou des filets. Le nombre de correspondants augmente sans cesse et la moyenne actuelle de lettres et rapports est de 100 par semaine. Cette collaboration ouvrière est grandement appréciée par le prolétariat des usines, et elle a contribué certainement à augmenter l'influence du journal et du Parti. Pendant les dernières grèves des cheminots, des

tramways et de Wembley, le journal est devenu l'organe de grève. Dans la campagne contre l'exclusion des communistes du Labour Party, le journal a joué une part prédominante en mobilisant toutes les forces pour vaincre l'Exécutif du Labour Party. Le journal a également joué une part victorieuse dans le mouvement minoritaire chez les Mineurs et dans l'élection de Cook, au secrétariat de la Fédération Nationale des Mineurs.

L'avenir du *Workers Weekly* est assuré, de même que son rapide développement en un journal quotidien, qui est une des tâches importantes les plus immédiates du Parti.

Les Jeunesses Communistes

La *Young Communist League* a fait des progrès sensibles en dépit de difficultés sans nombre. Le Comité Exécutif a fait un effort spécial pour réorganiser la *League* sur la base de noyaux d'usines, et durant les derniers mois, les résultats ont été encourageants. Le développement de la section des enfants est prometteur.

L'organisation du Parti

L'organisation du Parti, ou pour être plus exact, la réorganisation, a été une tâche très compliquée et très difficile. Elle a nécessairement pris une grande partie du temps et de l'activité du Comité Central. Il n'a pas toujours été possible d'établir des organisations locales. A présent, le P. C. compte 135 organisations locales se divisant comme suit : Londres, 23 ; Sud du Pays de Galles, 23 ; Glasgow, 17 ; Manchester, 14 ; Bradford, 8 ; Sheffield, 5 ; Tyneside, 7 ; Liverpool, 6 ; Birmingham, 5 ; diverses, 27.

Il a fallu également organiser un enregistrement des membres qui n'existait même pas en embryon.

Voici quelques chiffres qui montreront la croissance du Parti :

Durant les six mois — septembre 1923-février 1924 — le nombre de membres s'est accru de 412 : 80 en octobre, 46 en novembre, 100 en décembre, 123 en janvier, 63 en février. 148 membres furent recrutés à Londres, 119 à Glasgow, 118 dans le Sud du Pays de Galles, 26 à Birmingham et 28 dans le Tyneside. Le nombre des membres à Liverpool, Manchester et Bradford est resté pratiquement stationnaire. Il a décliné de 50 à Sheffield.

Malgré l'influence politique croissante du Parti, et malgré la nouvelle organisation, la force numérique du Parti ne s'est pas matériellement accrue.

C'est une question qui retient l'attention du Comité Central. La force numérique du P. C. n'est pas en rapport avec la vente du journal, ni avec les efforts de propagande des membres actifs, ni avec le nombre de voix obtenues par les candidats aux élections. Un nouveau comité de recrutement a été établi, qui semble donner de bons résultats.

La presse du Parti

Au moment où il fut remplacé par le *Workers Weekly*, le *Communist* avait une vente de 23.000 exemplaires. Le premier numéro du *Workers* fut tiré à 35.000 et complètement vendu ; le tirage a monté rapidement à 50.000 et est resté à ce chiffre jusqu'à la fin de l'été dernier. Les numéros du 1^{er} mai et des élections générales furent tirés à

54.000 exemplaires. 85 % de la vente se font par les organismes du Parti, 15 % par les sympathisants dans l'Independent Labour Party, les Trade Unions et les section du L. P.

La *Communist Review*, mensuelle, maintient actuellement son tirage à 4.300 exemplaires. Elle se soutient elle-même.

Des centaines de milliers de brochures, pamphlets et manifestes ont été publiés depuis la Con-

férence de Battersea. En voici quelques titres : « Chômeurs, soyez sur vos gardes ! », 50.000 ex. ; « Lettre ouverte à tous les membres du L. P. », 100.000 ex. ; « Hands off Ireland », 50.000 ex. ; « Le P. C. et le Péril de la Ruhr », 25.000 ex. ; « Défendez la République des Ouvriers », 100.000 exemplaires ; le Manifeste électoral, 400.000 exemplaires.

C. DAVID.

Un Dimanche chez la Fille de Karl Marx

Il faut avoir été néophyte marxiste pour pouvoir se figurer quelle joie c'était pour nous alors, dans la première décade de ce siècle, d'avoir le privilège d'être invités chez la fille de Karl Marx. Paul Lafargue et sa femme, Laura Marx, avaient une prédilection toute spéciale pour la jeunesse. Le samedi on recevait un petit billet d'invitation et le dimanche nous allions en pèlerinage à Villeneuve-Saint-Georges, une commune de la banlieue de Paris, où le vieux révolutionnaire possédait une villa. C'était un bâtiment un peu délabré, mais qui respirait un confort traditionnellement bourgeois. De loin, en venant de la gare, on apercevait un énorme magnolia avec ses grosses fleurs blanches dont le parfum s'intensifiait à mesure qu'on s'en approchait. Pour annoncer l'arrivée on tirait un fil de fer au bout duquel était attachée une cloche au son aigu et criard, et immédiatement Fédor, le vieux compagnon fidèle de Lafargue, venait, aboyant de l'autre côté de la grille, montrer sa raison d'être. Puis, après quelques instants, clopin clopant arrivait Marie, la vieille cuisinière qui vous introduisait en silence dans le grand salon, autrefois cossu, mais maintenant modestement meublé, et la haute et élégante stature de Lafargue vous venait à l'encontre avec un sourire et la main tendue.

Ce qui frappait tout d'abord dans cette vaste salle, c'était la figure barbue de Marx suspendue au mur à gauche et le visage gracieux de Jenny von Westphalen lui faisant pendant à droite. On se trouvait ainsi dès le premier moment sous le regard de ces deux personnages et pendant toute la journée on restait sous leur influence spirituelle. Dans cette chambre où un désordre bohémien luttait contre un passé bourgeois d'ordre et de tenue, étaient accumulés tous les écrits posthumes de notre grand maître. Les tiroirs et les armoires étaient pleines de papiers écrits de la main forte de Marx. Il y avait là de quoi remplir plusieurs caisses : toute la pensée de ce génie, toute celle que dans sa laborieuse vie il avait pu jeter sur le papier, se trouvait là jetée pêle-mêle, abandonnée un peu à la poussière un peu aussi à l'oubli. Nous nous approchions de ces écrits avec recueillement, nous les prenions en main pour tâcher de deviner sa pensée, mais l'ignorance de l'allemand, car en grande partie c'était écrit en allemand, nous remplissait de découragement.

Puis Lafargue nous parlait de Marx avec sa verve inépuisable, il nous faisait connaître l'autre côté du maître, le côté humain, et il établissait ainsi entre lui et nous, que l'initiation au marxisme

avait si profondément agités d'abord, enthousiasmés ensuite, et qui ne voyions alors avec notre foi de néophytes que Marx, « être surnaturel », cette communion d'âmes qui nous approchait de lui. Nous ne nous contentions guère de ce qu'il nous disait ; nous le bombardions de questions. Nous voulions qu'il nous dise beaucoup de choses sur sa vie privée, sur sa famille, sur ses relations avec Engels. A cette époque, il n'y avait encore aucune biographie de Marx à portée de nous, et la correspondance entre Marx et Engels n'avait pas encore été publiée. John Spargo, le réformiste américain, venait cependant d'écrire une biographie de Marx en anglais et Lafargue en avait reçu un exemplaire quelques jours avant. Après l'avoir lu il était tout indigné de ce travail.

Lafargue avait un de ces tempéraments exotiques qui gardent longtemps le calme des belles journées tropicales de leur pays, mais quand en eux éclate la tempête, elle ressemble bien aux ouragans des Antilles. Il était outré du vide de l'œuvre de Spargo. « Ça », disait-il, en montrant le livre avec dédain, « donner une idée de l'œuvre de Marx et de l'homme ! Mais c'est absurde ! » Et il commençait une critique pleine de sarcasme du livre. « Cet homme n'a jamais lu une œuvre de Marx », concluait-il. Mais la rage, le reprenant, il entrait dans les détails grotesques de la biographie. « Tenez, voulez-vous qu'on puisse être plus idiot que cela ? Spargo affirme que, parmi les autres dons, Marx avait celui d'être phrénologiste ! Et savez-vous sur quoi il base cette affirmation ? Sur le fait que Marx lorsqu'il parlait à un enfant, et il aimait beaucoup les enfants, lui caressait la tête. Pour Spargo, Marx étudiait la conformation de leur crâne pour prédire leur avenir et leur caractère. C'est une bouffonnerie bien américaine ! » Aussi avait-il donné ordre qu'on annule l'édition, mais beaucoup d'exemplaires avaient déjà été distribués et cela lui causait beaucoup de soucis. Cependant la pensée que Mehring allait se dédier à ce travail le réconfortait un peu. Un peu avant l'heure du dîner arrivait Laura Marx. Vêtue toujours de noir, avec des yeux doux dans un figure un peu rougeaude, elle ne ressemblait en rien à son père. Son air trop modeste, sa voix délicate en étaient l'antithèse. Elle était toute imprégnée de manières anglaises. Son visage respirait la bonté et la douceur. Tandis que Lafargue, avec son tempérament plus que méridional, remplissait la chambre du bruit de sa voix tonnante, de son franc rire, de ses colères explosives, elle, Laura Marx, conservait un calme uniforme, sa voix était comme

noyée, sa personnalité comme effacée devant cet être volcanique et impétueux.

Ce contraste était encore plus visible à table : là, Lafargue trônait ; c'était l'atavisme français qui reprenait le dessus, aiguisé par les mets. La règle était que chaque invité étranger devait faire le plat national. Moi j'eus la tâche de faire les macaroni, un camarade espagnol devait faire ce jour-là le *pochero*. Lafargue qui était un gourmet était connaisseur en fait de cuisine. Notre pauvre ami, improvisé cuisinier malgré l'aide précieuse de Marie, n'avait certes pas réussi à satisfaire les goûts gastronomiques de Lafargue. Je vous fais grâce de ses sarcasmes sur le *pochero* et sur l'art culinaire espagnol ; c'était piquant et les convives éclataient de rire. Pour nous dédommager, disait-il, il nous offrait un bon verre de vin, dont il vantait les qualités tout en le versant. On arrivait ainsi à la fin du repas au milieu d'une cordialité grandissante. Quand on se levait, pour passer au salon, pendant que Laura Marx restait avec la cuisinière, tous les jeunes convives encerclaient Lafargue. Il était beau avec sa tête de cheveux blancs crépus, ses yeux d'aigle, sa haute taille, élancée comme un jeune premier amoureux. Il se sentait entouré d'estime et d'admiration, lui qui avait donné tant de preuves de sa foi et de son courage révolutionnaires. Nous l'incitions à nous conter ses réminiscences, et il se prêtait volontiers à dérouler à nouveau tout ce passé tumultueux : sa condamnation à mort, sa fugue, son arrivée à Londres, sa première visite à Karl Marx. Oui, sa première visite à Karl Marx, et il s'arrêtait comme à plaisir sur cette évocation. Puis, baissant la voix pour que sa femme ne l'entende pas, il confessait que c'était pendant cette première visite qu'il avait vu Laura Marx et que ça avait été le coup de foudre. Il avait immédiatement demandé à Marx la main de sa fille. Mais celle-ci était épouvantée de cet homme noir, aux yeux brillants, qui ressemblait plus à un démon qu'à un homme. Aussi elle ne voulait rien savoir. Marx souriait ; sa connaissance des choses et des hommes lui permettait de croire que la situation changerait. Il s'était pris d'une grande affection pour ce jeune révolutionnaire et il faisait de tout pour le calmer. Un jour, devant le désespoir de Lafargue, il lui avait conseillé paternellement d'être patient, d'attendre et... d'étudier les mathématiques. « Etudiez les mathématiques avec passion et vous souffrirez moins du mal d'amour », avait dit sentencieusement Marx. « J'ai suivi son conseil, malgré ce que fut alors bien difficile, et vous voyez qu'il a eu raison », et il ponctuait la fin de l'anecdote avec un rire bruyant qui se communiquait à nous tous.

Le retour de Laura Marx ramenait une certaine sérénité ; et nous, désireux aussi de l'entendre, nous l'interrogeons. Nous voulions nous transporter plus que par la pensée dans le milieu familial de Marx. Et elle, avec tristesse, nous racontait simplement la vie dure de son père, les misères patiemment supportées, les persécutions et l'exil vaillamment endurés. Au contraire de son mari, toutes ses anecdotes étaient pleines de tristesse. On sentait que la vie mouvementée, la misère de ses premières années lui avaient laissé une amertume qu'elle ne réussissait pas à surmonter. Elle nous faisait un tableau désolant de la vie dans le petit appartement de Londres, elle nous disait comment Marx au milieu du bruit et des cris des enfants travaillait au *Capital* quelquefois tenant son fils préféré sur ses genoux et écrivant de l'autre main. Ce jeune fils mourut par suite de priva-

tion et son cadavre dut rester deux jours dans la chambre commune parce que Karl Marx n'avait pas un sou pour le faire enterrer. Ce fut, grâce à l'aide d'Engels, toujours généreux envers son ami, qu'on put lui faire les funérailles. Elle nous parlait émue de sa mère, qui par amour pour Marx avait abandonné le bien-être et le foyer et avait supporté sereinement la vie de lutte et de privations à côté de l'homme dont elle admirait le génie et le caractère.

Mais Lafargue nous voyant devenir moroses, s'interposait, car il était ennemi de la tristesse. Tempérament de lutteur, il ne voulait pas se laisser affaiblir par la mélancolie. Et il enlevait la parole à sa femme pour invectiver Millcrand et la convention de Saint-Mandé qui avait ouvert la porte à la trahison. Il châtiât sévèrement Briand et « tous ces avocats en quête d'aventures politiques ». Puis, s'approchant des armoires pleines de manuscrits de Marx il les caressait : « Voilà du pain pour Rjasanoff, disait-il en riant. Nous allons préparer deux caisses pour les lui envoyer. Il aura de quoi s'amuser. » Et nous demandions qui était ce Rjasanoff et il nous répondait en riant que « c'était un homme capable de découvrir tous les articles que Marx a écrits sous son nom ou sous un autre nom, en France comme en Amérique ». Et paradoxal, comme toujours, il terminait à voix basse et avec un rire : « Il découvre même les articles que Marx n'a pas écrits. »

L'approche de l'heure du départ nous arrachait mal volontiers de ce milieu où nous trouvions tant de satisfactions intellectuelles et spirituelles. La dernière fois que je fus chez les Lafargue pour prendre congé d'eux, car je quittais la France pour aller en Allemagne, la conversation roula sur l'inaltérabilité de toute existence après l'âge de 60 ans. C'était la théorie qu'un professeur américain propageait alors : « A 60 ans tous les hommes pour si précieux qu'ils soient ou qu'ils aient été devraient être chloroformés. » Lafargue soutenait cette opinion, lui qui, à 70 ans, était droit comme un chêne et lesté comme un jeune homme ! Laura Marx le regardait et se taisait...

Quand nous nous séparâmes, elle me fit des adieux plus affectueux que d'habitude. « Vous avez raison d'aller en Allemagne. Apprenez la langue de mon père et vous pourrez ainsi lire toutes ses œuvres. La communion d'idées qui s'établira par le contact direct de la langue vous aidera à devenir un bon marxiste. »

Quelques mois après, à Berlin, un matin, que je lisais le journal, j'appris banalement que Paul Lafargue et Laura Marx s'étaient suicidés...

Edmond PELUSO.

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

N. LENINE

Sur la Route de l'Insurrection

En vente à la Librairie de l'Humanité,
120, rue Lafayette, Paris

L'OPINION DES MILITANTS

Avant le Conseil National

Ce qui domine, à mon avis, tous les problèmes de l'heure, c'est la Direction de l'Internationale, c'est le principe de la dictature bolchevik.

Peut-on l'affaiblir, la transformer en démocratie ouvrière ? Avant de répondre, jetez un coup d'œil sur la situation internationale :

Les Forces de Révolution et de Réaction se livrent dans le Monde, un combat formidable.

Le Fascisme essaie de renforcer partout la domination du capitalisme et, comme en Allemagne, la Démocratie ou la social-démocratie lui sert de tremplin.

Le Communisme est le seul parti révolutionnaire capable d'arrêter cette vague capitaliste en dressant contre elle la ligue des organisations prolétariennes.

En Allemagne, à l'heure du combat, nos camarades ministres en Saxe ont proclamé qu'ils se tiendraient sur le terrain constitutionnel et ne répondraient de leurs actes que devant la diète saxonne et non devant leur Parti !!!

En France, notre camarade Souvarine, après avoir été un professeur de marxisme en vient à violer la discipline du Parti.

En Russie, la reprise des relations avec les Etats capitalistes et la pratique de la Nep infiltrèrent la corruption capitaliste par mille canaux souterrains.

50 % du commerce demi-gros, 83 % du commerce en détail sont aux mains du commerce privé.

Petits boutiquiers, petits commerçants, mercantis retrouvent le « paradis perdu ».

La théorie marxiste, d'autre part, commence à paraître désuète à un grand nombre d'étudiants qui se laissent captiver par les idéologies petites bourgeoises étrangères au marxisme (la *Pravda*, 14 décembre, *Bulletin*, 4 janvier).

Les moujicks (la Russie en compte 100 millions) sont tellement agités par les prédications enflammées des démocrates nous apprend l'étudiant des centres agricoles Ivanov (*Bulletin*, 4 janvier), que la situation pourrait devenir grave, car « crier, discuter, tonner contre l'appareil du parti dans son district ou dans son village, cela équivaut à donner libre cours à l'écume débordante de la campagne et à la contre-révolution ; à présenter sous un jour tendancieux les vues du centre, cela tend à faire perdre la foi au centre, aux petits pères du Conseil des commissaires du Peuple » d'où rupture possible entre l'économie rurale et industrielle, conflit entre ouvriers et paysans.

Mesurez-vous par ces quelques exemples, le péril des déviations réformistes si la poigne solide des dictateurs bolcheviks ne tient pas la bride de l'attelage de l'Internationale ?

A l'heure où l'Etat prolétarien lutte contre la corruption des gouvernements capitalistes, et les déviations mencheviks, au moment où toutes les sections de l'Internationale ont à se défendre contre la pénétration du réformisme petit bourgeois, relisons une page de celui qui fut le penseur et le guide de la Révolution Mondiale.

Lénine a écrit :

« Anéantir les classes ne consiste pas seulement à expulser les propriétaires nobles et les capitalistes, mais aussi à anéantir les petits producteurs de marchandises et il est impossible de les expulser, il est impossible de les écraser, il faut faire bon ménage avec eux, on peut seulement et on doit les transformer, les refaire, par un très long travail d'organisation très lent et très prudent.

Ils entourent le prolétariat de tous côtés d'une atmosphère petite-bourgeoise, ils l'en pénétrèrent, ils l'en corrompent, ils suscitent constamment à l'intérieur du prolétariat des récidives de lâcheté, des rechutes de petite-bourgeoisie : manque de caractère, dispersion,

individualisme, passage de l'enthousiasme au désespoir.

Il faut que le parti politique du prolétariat possède une centralisation et une discipline absolument strictes pour y mettre obstacles, pour permettre au prolétariat d'exercer régulièrement heureusement et victorieusement sa fonction organisatrice, qui est d'ailleurs sa fonction principale.

La dictature du prolétariat est une lutte acharnée, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions du vieux monde.

La force de l'habitude chez des millions d'hommes, c'est la force la plus redoutable.

Sans un parti, un parti de fer et endurci dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tous les éléments honnêtes, il est impossible de mener cette lutte avec succès. Il est mille fois plus facile de triompher de la grosse bourgeoisie centralisée que de vaincre des millions et des millions de petits patrons, et pourtant, ces derniers, avec l'activité corruptrice de tous les jours, sans bruit, invisible, insaisissable, réalisent les mêmes résultats qui sont nécessaires à la bourgeoisie qui restaurent la bourgeoisie.

Relâcher un tant soit peu la discipline de fer du prolétariat, c'est faire, en réalité, le jeu de la bourgeoisie contre le prolétariat tout particulièrement à l'époque de la dictature du prolétariat.

En Russie, nos camarades bolcheviks sont entourés d'ennemis, à l'extérieur le bloc des appétits capitalistes internationaux, à l'intérieur, à côté des déviations de l'opposition, les nombreux techniciens ou fonctionnaires ou petits commerçants, petits producteurs imprégnés de l'esprit petit-bourgeois.

La dictature du prolétariat, le principe bolchevik ne doivent pas être relégués au musée des antiquités à côté du rouet et de la hache de bronze ; on ne désarme pas au moment du combat.

Le salut de la Révolution Mondiale exige à la barre du vaisseau de l'Internationale, la vieille garde léninienne qui nous a donné un critérium de sa valeur en faisant la Révolution.

Michel MARTY.

LISEZ LES LIVRES DE LENINE :

- L'Etat et la Révolution ;
- La maladie infantile du Communisme ;
- La Révolution prolétarienne ;
- L'Impérialisme ;
- Le rôle de la Jeunesse Communiste.
- Sur la route de l'insurrection.

En vente à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris.

La Morale des Elections

Les solutions que nous proposons et que vous (Bloc National) aviez refusées au début de la législature n'étaient pas si mauvaises, puisque M. Bokanowski et vous-mêmes les avez adoptées en fin de législature...

Vincent AURIOL,
député socialiste.

(Contradiction au Bloc National, Toulouse, 15 avril 1924.)

Nous voulons reconstruire les églises, parce qu'elles sont la vivante attestation du génie créateur de notre race...

Paul FAURE,
Secrétaire du Parti Socialiste.
(Réunion à Montceau-les-Mines, le 10 mai 1924.)

De toute bataille politique, un Parti communiste se doit de tirer la morale. Celle qui découle des dernières élections est infiniment claire.

Pour qui sait lire, les phrases plus haut citées ont une grande importance. Elles témoignent d'un changement profond dans la phraséologie du Parti socialiste. De parti prolétarien qu'il prétendait être, il s'est transformé en Parti national.

Les précurseurs et maîtres de la pensée socialiste nous enseignèrent que, dans l'état actuel des choses, la nation ne représentait pas toute la population, mais simplement la classe dominante.

En France, la classe dominante est la Classe capitaliste. Qui sert les intérêts de la nation française sert donc ceux de notre capitalisme.

Nous l'avons dit à l'occasion du débat sur la défense nationale en régime capitaliste. L'affirmation de Vincent Auriol atteste que nous avions raison. La tactique de nos pseudo-socialistes, leurs propositions concrètes n'ont pas d'autre résultat que de sauver ou de consolider (sous le couvert de l'intérêt national) le pouvoir et les privilèges du capitalisme, privilèges qui ne proviennent que de l'exploitation du labeur des esclaves des usines ou des champs.

Quand Paul Faure parle du « génie créateur de notre race », il nous revient en mémoire que c'est au nom du « génie créateur » de chaque pays et au nom des « races » que, pendant cinq années, les hommes s'entretenaient.

Vincent Auriol préparant le travail de Bokanowski, rien ne s'oppose à ce que Paul Faure prépare celui des Foch et autres Mangins...

Le « succès » n'est pas étonnant après un tel langage. Un ingénieur de Montceau-les-Mines avouait crûment que le Parti socialiste était le seul *Grand Parti Républicain qui puisse assurer le respect de l'ordre et le maintien des institutions.*

Le Parti socialiste est devenu le Parti des gens sages qui ont horreur du bruit ; des repus dont le sommeil est troublé par les menaces révolutionnaires... il est bien à droite du vieux Parti radical de Pelletan. Les élections lui ont enlevé le masque prolétarien qu'il affichait naguère. Il montre son véritable visage contre-révolutionnaire.

La bourgeoisie croit en lui, comme au Sauveur suprême ; cela ne peut que nous servir.

Ces constatations faites, il nous faut dire ce que fut la bataille et quelles sont les perspectives d'avenir qu'elle nous ouvre.

Aux quatre coins du pays, des alliances honteuses et souvent contradictoires ont été conclues.

Dans la Haute-Garonne, les royalistes étaient candidats sur la liste du Bloc National. Dans la Seine et les Pyrénées-Orientales, ils en étaient les adversaires.

Dans certains départements, le Bloc National était combattu par les radicaux, alors que, dans d'autres, il n'avait pas de plus fervents défenseurs.

Les radicaux étaient ici avec les socialistes, là contre eux, par ailleurs avec le Bloc National. En Gironde, ils avaient des candidats sur quatre listes (celle du B. N., celle du B. N. dissident, celle dite « radicale pure » (1) et celle du Bloc des Gauches avec les socialistes).

Nos dissidents avaient une attitude identique : ici (Haute-Garonne, Aude, Haute-Vienne, etc.), ils étaient seuls et combattaient violemment les radicaux. Dans le Gers, ils étaient avec le Bloc National : le socialiste Montiers rendait responsable Poincaré de tous nos maux ; son co-listier Sénac déclarait textuellement : « *M. Poincaré est le plus grand homme de notre siècle ; ne plus l'avoir à la tête de notre Gouvernement serait un désastre.* »

La lutte pour l'Assiette au Beurre n'a jamais été aussi ardente. Tous les arrivistes : avocats véreux, médecins sans clientèle, courtiers marrons, ont donné à plein.

Un seul parti ne s'est pas compromis, un seul s'est lancé dans la bataille, avec ses ouvriers et paysans, leur vie désintéressée de la peur et de profit. Un seul a maintenu haut et ferme son drapeau : c'est le Parti communiste.

Malgré la confusion, malgré le dégoût qu'inspirait le Bloc National, malgré l'infériorité de nos candidats, 900.000 travailleurs, 900.000 victimes du régime capitaliste, ont reconnu et rallié le parti de leur classe. Ceci est une grande victoire.

Une loi électorale ridicule ne nous a pas donné la proportion d'élus qui devait nous revenir ; d'aucuns s'en plaignent, alors qu'il faut s'en féliciter. Un fort groupe parlementaire nous eût donné le rôle d'arbitre entre le Bloc National et le Bloc des Gauches, notre position n'aurait pas été aussi claire aux yeux des travailleurs.

Aujourd'hui, le Bloc des Gauches possède la majorité absolue. Il a les moyens de faire sa politique, de tenir ses promesses.

Saura-t-il vouloir, aura-t-il la fermeté nécessaire ? Nous ne le pensons pas. Même s'il le veut, pourra-t-il appliquer les belles formules qui lui servirent de tremplin ? Toute l'histoire passée, tous les enseignements qui découlent de l'antagonisme des classes, lequel va sans cesse croissant, nous permettent d'affirmer qu'une telle chose est impossible.

S'ensuit-il que nous devons regretter son triomphe ? Bien au contraire, il faut nous en réjouir. Par avance, nos candidats, nos propagandistes, notre presse ont dénoncé son impuissance et annoncé sa prochaine faillite. Il faut continuer cette politique avec une énergie sans cesse accrue.

Le Bloc des Gauches doit être une étape, mais il ne la sera vraiment que dans la mesure où, profitant de sa banqueroute, nous saurons grouper ses troupes déçues derrière le grand drapeau de l'Internationale Communiste.

Telle est la conclusion qu'un Parti communiste doit tirer du scrutin du 11 mai. Roger RIEU.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur